

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

N° 379 du 02.08 au 12.08

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Les Etats-Unis sont responsable de la situation à Gaza

Les Etats-Unis, responsables de la poursuite de la colonisation

Accorder aux troupes d'Abbas des munitions, c'est semer la zizanie, dit Abou Zohri

Koreï n'exclut pas de demander un Etat binational avec Israël.

Olmert propose un retrait israélien de 93% de la Cisjordanie, selon Haaretz.

Résistance

Détails par région:

Décompte des pertes humaines

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)

2 Politique Israélienne

3 Politique internationale des territoires occupés

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Gaza-assiegee-Le-monde-ne-peut-plus-attendre-Les-habitants-de-Gaza-non-plus

5-2 Les-Palestiniens-enregistrent-la-violence-de-l-occupation-israelienne.

5-3 La décision Us de qualifier Al-Aqsa de terroriste est une aberration.

5-4 Les Palestiniens enregistrent la violence de l'occupation israélienne sur vidéo.

6 Les brèves

- 6-1 Crimes de guerre dans la bande de Gaza : Israël se bat contre les mandats d'arrêt espagnols.
- 6-2 L'armée israélienne et le Shin Bet discutent sur la conduite à tenir au sujet de la trêve à Gaza.
- 6-3 Le candidat qui veut le job d'Olmert voulait autrefois « tuer 70 Palestiniens par jour »
- 6-4 Abdallah Barghouty : les geôliers se vengent sur lui pour la libération de Samir Qintar.
- 6-5 Des réfugiés palestiniens refusent le retour en Iraq.
- 6-6 Cérémonie pour saluer les bateaux défilant le blocus israélien.

7 Dossier

7-1 Point de vue de Samah Jabr : « Terrorisme » au bulldozer ? Tout dépend de qui est dessus et qui est dessous.

8 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

- 8-1 Jeff Halper : Un Israélien à Gaza.
- 8-2 Hamas : Les sécuritaires d'Abbas et les forces de l'occupation ont perpétré dix assassinats contre Al Qassam.
- 8-3 Le lieutenant-colonel Omri Borberg aurait été démis pour avoir ordonné de tirer sur un Palestinien menotté.
- 8-4 Mofaz et Livni veulent éviter un scrutin anticipé en Israël.
- 8-5 Pénurie d'argent liquide dans la Bande de Gaza.

9 Analyse - Géopolitique et stratégie

- 9-1 L'AP tourmente les Palestiniens pour le compte d'Israël.
- 9-2 Khaled Amayreh : La dernière confrontation entre le Hamas et le Fatah dans la bande de Gaza a élargi le gouffre qui sépare les deux plus grands mouvements politiques palestiniens.

Tiré à part :

Les Etats-Unis sont responsable de la situation à Gaza

Le mouvement de la résistance islamique de la Palestine (le Hamas) a considéré les Etats-Unis comme responsables de l'insécurité et des violences dans la bande de Gaza et des entraves mises devant le début des dialogues interpalestiniens. Le Porte-parole du ministère des Affaires intérieures du gouvernement élu palestinien, Aihab al-Ghassini a confié au journaliste d'Al-Alam que le Hamas souhaite l'établissement de la sécurité et de la stabilité à Gaza mais que Washington, en faisant pressions contre l'Autorité autonome, empêche la réalisation de cet objectif. "Le Hamas est prêt aux négociations avec le Fatah si ce dernier ne voulait pas être dans le camp israélo-américain.", a-t-il indiqué.

04/08/2008

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=1004411&PHPSESSID=4a0d6e732c901949e79076339bea252b

Les Etats-Unis, responsables de la poursuite de la colonisation

10-08

Tissir Khaled, membre du bureau politique du Front démocratique pour la Libération de la Palestine, FDLP, rend les Etats-Unis responsables, de la poursuite de la colonisation de la ville de Qods et de la Cisjordanie. "Sans soutien formel de Washington, sur le plan politique, diplomatique et financier, le régime sioniste n'est pas en mesure de coloniser la Palestine, a-t-il jugé avant d'évoquer l'enveloppe annuelle de 2.8 millions de dollars d'aide américaine destinée à Israël.

10 Août

http://french.tribune.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=12168&Itemid=9

Accorder aux troupes d'Abbas des munitions, c'est semer la zizanie, dit Abou Zohri

Le général US Dayton avait conseillé de munir l'autorité palestinienne de munitions militaires. Et l'occupation israélienne a donné le feu vert. En fait, le général américain Dayton avait informé l'autorité palestinienne de l'accord de l'Entité sioniste pour fournir à cette autorité des gilets par balles et des véhicules. Tout cela pour améliorer sa combativité contre la résistance palestinienne. Le Hamas voit dans cet acte un nouvel agissement visant à semer plus de zizanie sur la scène palestinienne. En effet, l'administration américaine soutient un parti contre un autre. Dr Sami Abou Zohri, porte-parole du Hamas, dans une déclaration dit que dans les propos de Dayton, on comprend clairement que l'autorité palestinienne a pour rôle de mater la résistance palestinienne, au service de l'occupation israélienne. Ainsi, cette arme n'est pas légale. Au lieu d'être utilisée contre l'occupation, elle est orientée vers le peuple palestinien, insiste-t-il à dire.

Dans le même contexte, le général américain a exprimé, dans des déclarations données à la radio hébreu, aujourd'hui vendredi 8 août 2008, sa satisfaction de la capacité des nouvelles recrues palestiniennes et de leur moral.

08/08/

<http://www.palestine>

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s72gJOlyS%2bwZIBJWPqjJGrPbC4iMAaUi54c1uHLMMPCHKrvs0S%2fpBznCT0JkW4AcDJrSYd9lj7LuEkYqfSfB%2f4bqYnN339UQt4Djoes%2fo%2bF68%3d](http://www.palestine.info/cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s72gJOlyS%2bwZIBJWPqjJGrPbC4iMAaUi54c1uHLMMPCHKrvs0S%2fpBznCT0JkW4AcDJrSYd9lj7LuEkYqfSfB%2f4bqYnN339UQt4Djoes%2fo%2bF68%3d)

Koreï n'exclut pas de demander un Etat binational avec Israël.

Ahmed Koreï, l'un des principaux négociateurs palestiniens, n'a pas exclu que les Palestiniens demandent à faire partie d'un Etat binational avec Israël, si l'Etat juif continue de rejeter les frontières qu'ils proposent pour un Etat séparé.

Koreï, qui dirige la délégation palestinienne aux pourparlers avec Israël sous l'égide des Etats-Unis, a déclaré à huis clos devant des militants du Fatah qu'une solution à deux Etats ne pourrait voir le jour que si Israël accepte de se retirer de tous les territoires occupés depuis la guerre des Six-Jours en 1967.

"La direction palestinienne travaille à l'établissement d'un Etat palestinien au sein des frontières de 1967. Si Israël continue de s'opposer à en faire une réalité, la demande palestinienne (...) serait un Etat, un Etat binational", a-t-il déclaré lors de cette réunion dimanche à Ramallah.

Ses propos ont été par la suite diffusés dans un communiqué.

Israël s'oppose à l'idée d'établir un seul Etat en estimant que l'intégration de millions de Palestiniens pourrait remettre en cause son avenir en tant qu'Etat à population majoritairement juive.

Un responsable palestinien a indiqué que Koreï avait aussi déclaré, lors de la réunion, qu'il considérerait les pourparlers de paix dans une impasse.

Reuters – 11-08/

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4888

Olmert propose un retrait israélien de 93% de la Cisjordanie, selon Haaretz.

Olmert a proposé au président palestinien Mahmoud Abbas un projet d'accord prévoyant un retrait de 93% de la Cisjordanie, affirme mardi le quotidien israélien Haaretz.

Cette information a été démentie par l'Autorité palestinienne alors que le bureau de M. Olmert s'est refusé à tout commentaire.

Selon le journal, M. Olmert a soumis à M. Abbas un projet d'"accord de principe" détaillé portant sur les frontières d'un futur Etat palestinien, sur le sort des réfugiés palestiniens et sur des arrangements de sécurité.

Ce document prévoit un retrait israélien de 93% de la Cisjordanie. En échange des 7% de cette région qu'Israël entend conserver afin d'annexer les grands blocs d'implantations où vivent la majorité des 250.000 colons israéliens, Israël transfèrera des terres aux Palestiniens près de la bande de Gaza. Les Palestiniens recevraient ainsi l'équivalent de 98% de la superficie totale de la Cisjordanie.

Les Palestiniens disposeraient également d'un libre passage entre la bande de Gaza et la Cisjordanie sans contrôle de sécurité israélien.

Interrogé par l'AFP, Mark Regev, porte-parole de M. Olmert, s'est refusé à faire le moindre commentaire sur cette information. Il a, en revanche, souligné que lors de "négociations en cours avec les Palestiniens, des progrès ont été enregistrés sur plusieurs sujets en particulier sur les frontières".

Le négociateur palestinien Saëb Erakat a pour sa part affirmé à l'AFP que l'information du Haaretz était "dénuée de tout fondement". "Il s'agit de demi-vérités utilisées par les Israéliens comme ballons d'essai pour rejeter sur l'Autorité palestinienne la responsabilité d'un éventuel échec des négociations", a-t-il ajouté. "Nous ne sommes pas dans un bazar. Nous voulons un retrait israélien total des territoires occupés en 1967 y compris Jérusalem et un règlement de toutes les questions du statut final conformément à la légitimité internationale", a-t-il poursuivi.

Le porte-parole de M. Abbas, Nabil Abou Roudeina, a de son côté affirmé qu'il s'agissait d'une "vieille offre". "La superficie proposée est inacceptable car tout retrait israélien doit s'effectuer de la totalité des territoires occupés", a-t-il dit à l'AFP. Par ailleurs, le Haaretz a indiqué qu'une fois l'accord accepté, Israël pourra construire sans limite dans les colonies annexées. Les autres implantations situées au-delà de la future frontière seront évacuées.

Leurs habitants recevront des indemnités pour s'installer en territoire israélien ou dans les grands blocs d'implantations promis à l'annexion notamment autour de Jérusalem, ajoute le Haaretz.

Selon le journal, l'accord prévoit qu'Israël aura immédiatement les mains libres dans les blocs de colonies, mais que le transfert des terres ainsi que l'ouverture du libre passage entre Gaza et la Cisjordanie n'interviendrait que lorsque l'Autorité palestinienne reprendra le pouvoir dans la bande de Gaza, contrôlée par les islamistes du Hamas depuis un coup de force en juin 2007.

Le projet stipule que le futur Etat palestinien sera démilitarisé.

AFP 12/08

02-08 au 12-08: Peuple Palestinien : 1 tué
Occupants : 0 tué

Conflit inter-palestinien

L'OLP compte déclarer "région rebelle" la bande de Gaza

Ce projet consiste à déclarer la bande de Gaza "un territoire rebelle contrôlé par des miliciens armés", qui pourrait être privé de tous les services, comme la coordination sur l'approvisionnement alimentaire, les dépenses liées à l'électricité et à l'eau, et le versement des salaires des employés.

L'ANP pourrait suspendre l'envoi de l'argent à Gaza et appeler l'ONU à envoyer ses forces pour libérer ce territoire palestinien.

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a envisagé de déclarer la bande de Gaza, actuellement sous le contrôle du Hamas, "une région rebelle", a-t-on appris dimanche de sources bien informées.

Le comité exécutif de l'OLP en a discuté récemment, après que des efforts pacifiques visant à mettre fin au conflit entre la Cisjordanie et la bande de Gaza n'eurent acquis aucun résultat, ont expliqué ces sources.

"Une forte tendance se cristallise au sein de l'Autorité nationale palestinienne (ANP) à Ramallah qui appelle à mettre fin à la situation dans la bande de Gaza par la force", selon les sources.

Pourtant, les dirigeants palestiniens ont l'intention "de donner la dernière chance au gouvernement égyptien et à la Ligue arabe pour convaincre le Hamas à mettre un terme immédiatement à ses attaques et à s'engager dans le dialogue", selon les mêmes sources.

"Mais la porte pour le dialogue ne sera pas toujours ouverte et les dirigeants n'accordent qu'un mois pour ces efforts", ont ajouté ces sources.

11 août

Sources Xinhua

<http://contreinfo.info/>

01-08

Abbas a ordonné à ses forces de sécurité de relâcher tous les partisans du Hamas détenus en Cisjordanie. Vingt-et-un d'entre eux ont été libérés vendredi soir mais plusieurs dizaines restaient en détention, a déclaré un responsable de la sécurité en Cisjordanie occupée..

Le Hamas a dit de son côté avoir relâché plus de la moitié des centaines d'activistes du Fatah qu'il détenait, parmi lesquels dix responsables de ce mouvement, dont Ibrahim Abou an Nadja, arrêté vendredi à Gaza.

Reuters

03-08

Des hommes du Hamas ont encerclé le faubourg de Chédjaïa, à Gaza, pour arrêter onze membres du clan Helles, lié au Fatah, soupçonnés d'être derrière une série d'attentats à la bombe qui ont fait six morts vendredi dernier.

Les membres du clan Helles se sont rendus au Hamas à l'issue de heurts qui ont tués 3 membres des services de sécurité du Hamas et six partisans du Fatah et ont blessé cinq policiers du Hamas et 90 autres personnes, dont seize enfants.

Le chef du clan, Ahmed Helles, ainsi que 179 de ses hommes, sont parvenus à trouver refuge en Israël. Un porte-parole de Tsahal a annoncé que les soldats israéliens à la frontière avec Gaza avaient laissé passer les 180 hommes dont certains, blessés, ont été emmenés vers des hôpitaux israéliens.

Reuters

03-08

Ehab al Ghsain, porte-parole du ministère de l'Intérieur du Hamas à Gaza, a affirmé que le clan Helles cachait des gens impliqués dans ces attentats.

"La famille Helles est devenue une force militaire et ses membres ont attaqué, enlevé et même tué des gens. Il faut mettre un terme à ces attaques contre des citoyens innocents.

Reuters

Reuters

Les groupes palestiniens appellent à la reprise des pourparlers.

Les groupes palestiniens ont appelé à la reprise immédiate des pourparlers nationaux comme l'unique moyen de mettre un terme aux différends. " Des pourparlers entre les groupes palestiniens sont la seule porte d'issue censée mettre fin aux différends et créer l'unité nationale, dans la conjoncture délicate actuelle", a affirmé, Jamil Mazhar, membre du comité central du Front populaire pour la Libération de la Palestine, dans un entretien avec la chaîne Al-Alam. Et en même temps, l'un des dirigeants du Jihad islamique, Khaled al-Batash, a demandé aux groupes palestiniens de reprendre des négociations pour en finir avec les affrontements internes qui peuvent, s'ils se poursuivent, aboutir à la destruction. Et par ailleurs, le Secrétaire de la fraction du Mouvement de la Résistance islamique de la Palestine, Hamas, a plaidé pour un dialogue interpalestinien, loin de toutes les ingérences étrangères.

04 Août

http://french.irib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=11986&Itemid=0

05-08

Le Hamas libère 80 membres du Fatah arrêtés à Gaza

Les forces de sécurité du Hamas ont relâché mardi 80 détenus du Fatah, a déclaré un responsable du mouvement radical islamiste.

Ehab al Ghsain, un porte-parole du ministère de l'Intérieur du Hamas, a déclaré que la preuve ayant été faite qu'ils n'avaient pas pris part aux violences dans la bande de Gaza.

Le Hamas libère 150 détenus du Fateh et en détient 120 autres

Le Hamas a annoncé hier la libération de 150 activistes du Fateh, dont un de ses dirigeants, Abdallah Abou Samhadana, arrêtés depuis 13 jours après un attentat qui avait coûté la vie à cinq membres de l'aile militaire du mouvement. Le Hamas en avait déjà libéré mardi 80 et, selon le Fateh, qui nie toute implication dans l'attentat contre les Brigades Ezzedine Kassam, le mouvement islamiste détiendrait encore 120 de ses membres.

Le Centre palestinien pour les droits de l'homme (CPDH) a déclaré hier que le Hamas avait systématiquement dénié à ses avocats l'accès aux prisonniers du Fateh, arbitrairement arrêtés, selon lui.

Citant des témoignages de victimes, le CPDH a déclaré que le Hamas avait maltraité et torturé certains de ses prisonniers. Sami Abou Zouhri, porte-parole du Hamas, a estimé « injustes et déséquilibrées » les accusations du CPDH car elles ignorent les arrestations opérées en représailles par le Fateh dans les rangs du mouvement islamiste en Cisjordanie.

05-08

<http://www.lorientlejour.com/page.aspx?page=article&id=378709>

Réaction sur 'L'OLP compte déclarer "région rebelle" la bande de Gaza'

Interrogé sur la possible mise en oeuvre de ce projet, le porte-parole du Hamas Fawzi Barhoom a prévu qu'une telle décision "sera un pas dangereux", affirmant qu'il existe des éléments au sein du comité exécutif de l'OLP qui veulent "empêcher toute tentative d'approcher le Hamas et le Fatah".

Il a aussi indiqué que la décision envisagée était "une sorte de punition" pour les 1,5 million de Palestiniens de Gaza.

11 août

Sources [Xinhua](#)

<http://contreinfo.info/>

La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

11-08

Une roquette tirée depuis la bande de Gaza s'est abattue lundi dans le sud d'Israël sans faire ni victime ni dégât, selon un porte-parole de l'armée. La roquette est tombée sur un terrain vague au nord de la ville de Sderot.

40 roquettes et obus de mortier ont été tirés à partir de la bande de Gaza, selon l'armée.

AF

Hamas : « les menaces de Barack d'attaquer Gaza sont une folie ! »

Le Hamas a estimé ce lundi que les propos menaçants du ministre israélien de la guerre Barak à propos d'une opération militaire à grande échelle contre la bande de Gaza, étaient une folie.

« Les déclarations de Barak prouvent que le gouvernement israélien a échoué à faire face au Hamas et à l'immuabilité de la résistance palestinienne, et il a également échoué parce que le peuple palestinien soutient la résistance » a déclaré Fawzi Barhoom, porte-parole du Hamas.

Selon Barhoom, les déclarations de Barak n'étaient rien de plus que de la propagande électorale, à la lumière des désaccords et de la rivalité entre les organismes politiques et militaires israéliens.

« Barak et son gouvernement impuissant ne comprennent pas que s'ils commettent de telles folies, ils en payeront un prix élevé. La violence, la cruauté et le terrorisme ne peuvent pas garantir à l'occupation la protection et la sécurité, » a ajouté Barhoom.

S'exprimant à une réunion du parti travailliste israélien à Jérusalem lundi soir, Barak a déclaré que « quiconque espère des opérations militaires contre Gaza ne doit pas s'inquiéter, ces opérations viendront. »

Depuis l'annonce par Olmert qu'il démissionnerait [en septembre], Barak se bat contre Benjamin Netanyahu, le chef du Likud, et la ministre des affaires étrangères Tzip Livni affiliée au parti Kadima, pour devenir premier ministre.

5 août 2008 - Ma'an News Agency

<http://www.maannews.net/en/index.ph...>

[Traduction : Info-Palestine.net] http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=4863

Shimon Pérez reconnaît la puissance du Hamas

10-08

Le Président Pérez a reconnu la puissance et la popularité du mouvement de la résistance islamique de Palestine, Hamas, dans les territoires autonomes. " Le Hamas qui bénéficie de l'appui populaire, est un groupe influent dans la société palestinienne, a reconnu, Shimon Pérez, dans un entretien au quotidien transrégional, Al-Sharhol Owsat. Le Président du régime sioniste a prétendu, également que le Hamas tergiversait dans les

pour parler de paix entre Israël et l'autorité autonome. Ces allégations de Pérez interviennent alors que le Hamas a été élu par le peuple palestinien, au cours d'une élection démocratique.

10 Août

http://french.trib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=12180

La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 :

04-08

Un Palestinien de 18 ans a succombé lundi après avoir été atteint à la tête par une balle en 'caoutchouc' tirée par l'armée israélienne le 30 juillet lors des obsèques d'un enfant de dix ans, apprend-on de source médicale. Celui-ci avait lui-même été tué d'une balle à la tête la veille dans le village cisjordanien de Niline, apprend-on de source médicale. Le policier israélien responsable de la mort du garçonnet a été placé aux arrêts.

Reuters

L'armée israélienne poursuit ses attaques contre les villes de Cisjordanie.

Quant à Ehud Barak, il a déclaré ce matin : "Que ceux à qui les opérations militaires à Gaza manquent ne se fassent pas de souci, elles viendront".

Elle a envahi **Jenin** plusieurs fois ce matin. Les véhicules militaires se sont répandus dans les rues alors que les troupes tiraient au hasard et érigeaient un checkpoint près de l'université.

A **Naplouse**, les troupes ont fouillé et saccagé plusieurs maisons, et kidnappé 4 palestiniens.

Les véhicules militaires israéliens ont parcouru les rues de la ville et ont envahi le village de **Kufur Kalil**.

A **Tulkarem**, les troupes ont envahi le camp de réfugiés de Nur Al-Shams et kidnappé 2 civils. L'un des hommes enlevés est un avocat. Ils ont été emmenés en camp de détention après que leurs maisons aient été vandalisées.

A **Tubas**, l'armée israélienne a envahi le camp de réfugiés d'Al Fara'. Les troupes ont encerclé le camp, saccagé plusieurs maisons et kidnappé 5 personnes. Les témoins ont raconté que les troupes avaient tiré sur les civils. Il n'y a pas eu de blessés.

A **Beit Umar**, près d'Hébron, les soldats ont fouillé et détruit plusieurs maisons. Un civil a été enlevé.

D'autre part, toujours près d'Hébron, des témoins ont rapporté qu'un groupe de colons israéliens a jeté des pierres sur des voitures palestiniennes. Ils ont aussi attaqué plusieurs maisons dans le village de **Wad Al Nasara** et ont essayé de forcer les portes.

Ils ont ensuite attaqué **Aish Al-Ja'bari**, 80 ans, qui a été légèrement blessé et qui a le corps couvert de bleus. Il a été transporté à l'hôpital local.

Le Ministre israélien de la Défense et chef du Parti travailliste, Ehud Barak, a déclaré qu'une opération militaire dans la Bande de Gaza était toujours d'actualité.

"Que ceux à qui les opérations militaires à Gaza manquent ne se fassent pas de souci, elles viendront".

5 août

<http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=9601&type=communiqu>

4-2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 5.566
Palestiniens blessés	: 52.881
Internationaux blessés	: 201 (chiffre tout à fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.151 (369 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6.490 (473 militaires/policiers)

Les chiffres indiqués sont vérifiés par le recoupement des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

1 Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

31-07

Abbas a expliqué que les négociations israélo-palestiniennes de Washington n'avaient permis de boucler aucun des six dossiers de la phase finale, et avait mis en doute un accord avant la fin du mandat de George W. Bush. "Les six dossiers sur la table des négociations portant sur les questions relatives à la phase finale (Jérusalem, les réfugiés, les frontières, la sécurité, les prisonniers et les eaux) sont examinées en profondeur et avec sérieux. Toutefois, nous n'avons jusqu'à présent bouclé aucun de ces dossiers", avait-il noté.

AP

1-1 Processus de paix.

05-08

Le principal négociateur palestinien Saeb Erekat a annoncé mardi Mahmoud Abbas rencontrera Olmert .Il s'agira de la première rencontre entre les deux hommes depuis qu'Olmert a annoncé qu'il quitterait ses fonctions en septembre

L'éventualité d'élections générales risque très probablement de compliquer la tâche des deux parties pour parvenir rapidement à un accord de paix.

D'ores et déjà, les deux parties ont réévalué les échéances pour cet accord.

AP

1-3 Sur le terrain.

07-08

Le Mouvement de la résistance de la Palestine, le Hamas, a mis en garde contre la violation constante du cessez-le-feu.

Un des hauts Commandants du Hamas, Ossamah Al-Mazani, qui s'occupe du dossier du soldat israélien, Gilad Shalit, a averti que le Hamas n'ouvrira pas le dossier concernant l'échange des prisonniers, tant que les occupants sionistes ne respecteraient pas les clauses du cessez-le-feu. Malgré la trêve conclue le 19 juin entre le Hamas et le régime sioniste, ce dernier, l'a, en effet, violé, jusqu'à présent, à plus de 60 reprises, pour poursuivre ses agressions contre les Palestiniens. Rappelons que le Hamas a subordonné la libération de Gilad Shalit à la libération de 400 Palestiniens qui croupissent dans les geôles du régime sioniste.

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=1006805

1-4 Les grandes manœuvres.

16-07

Le Hamas a démenti les paroles arrogantes publiées par les services de sécurité de Mahmoud Abbas, de la ville de Tulkarem, signalant l'existence de groupes appartenant au Hamas qui de seraient introduit dans la ville Le Hamas considère que ces allégations représentent une justification incorrecte aux citoyens qui expriment leur colère envers les pratiques de ces services.

Le mouvement a ajouté que les services de sécurité d'Abbas affirment poursuivent le même chemin que le gouvernement illégal de Fayyad.

Mercredi 16 Juillet 2008

http://www.alterinfo.net/Haniyeh-visite-la-chaine-d-AI-Aqsa-et-affirme-que-la-decision-americaine-est-une-vanite_a21850.html

1-9 Action & déclaration palestinienne contre la politique colonialiste en général

10-08

Plusieurs centaines de Palestiniens se sont rassemblés, dimanche, près du terminal de Rafah, dans le sud de la Bande de Gaza, pour exiger l'ouverture du passage et la fin du blocus de cette région, a-t-on appris de sources palestiniennes.

Le vice-Président du Conseil législatif palestinien, Ahmed Bahar, présent au rassemblement, a demandé au gouvernement égyptien d'ouvrir, au plus vite, le passage frontalier de Gaza, pour mettre un terme au blocus imposé aux Palestiniens de la Bande de Gaza.

Le passage de Rafah était surveillé par 700 membres des forces de sécurité égyptiennes déployées de l'autre côté de la frontière.

Selon les dernières dépêches, ce rassemblement de protestation a pris fin dans le calme sans heurts entre les forces égyptiennes et les manifestants palestiniens.

Au moins, 230 malades palestiniens, ont perdu la vie, faute de soins et à cause d'une pénurie de médicaments, à la suite du blocus imposé par Israël contre la Bande de Gaza.

10 Août

http://french.trib.irib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=12205&Itemid=9

2 Politique Israélienne

Olmert

12-08

Le Premier ministre, impliqué dans une série d'affaires de corruption, a annoncé son intention de démissionner une fois son successeur élu à la tête du Kadima, son parti, lors de primaires prévues le 17 septembre.

M. Olmert devrait toutefois rester au pouvoir pendant plusieurs mois, selon les commentateurs en attendant de passer la main ou la tenue d'élections anticipées.

AFP 12/8

2-1 Processus de paix.

11-08

Dans des propos rapportés par le quotidien Haaretz, M. Barak a affirmé que cette trêve était efficace contre les tirs de roquettes. Il a estimé que même une opération militaire de grande envergure à Gaza ne permettrait pas de mettre totalement fin à ses tirs.

AFP

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

11 août

"A la suite d'un tir de roquette de type Qassam vers le territoire israélien, le ministre de la Défense Ehud Barak a ordonné la fermeture demain (mardi) des points de passage entre Israël et la bande de Gaza", a indiqué un communiqué du ministère.

Cette mesure devrait concerner notamment le terminal de Nahal Oz, pour les carburants, et le point de passage pour les marchandises de Soufa.

AFP

2-3 Sur le terrain .

04-08

Israël a annoncé lundi Le renvoi vers la Cisjordanie de dizaines de 'combattants' du Fatah qui ont fui Gaza

Dans un premier temps, le gouvernement israélien avait annoncé le renvoi de ces militants vers Gaza. Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas avait ordonné aux quelque 200 combattants de rentrer à Gaza, soulignant que le Fatah devait maintenir une présence à Gaza.

Un premier groupe de 32 militants avait été renvoyé dimanche à Gaza où ces militants ont aussitôt été arrêtés..

AP & Euronews

2-4 Les grandes manœuvres...

12-08

Sur le dossier des réfugiés, M. Olmert a rejeté le "droit au retour". Le projet prévoit aussi une "formule complexe" pour régler ce dossier, ajoute le journal.

A propos de l'avenir de Jérusalem-est dont les Palestiniens veulent faire leur capitale, MM. Olmert et Abbas ont convenu de reporter les discussions, affirme le Haaretz.

Le quotidien souligne également que M. Olmert souhaite la conclusion d'un accord de principe tant qu'il est en fonction.

AFP 12/8

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

11-08

Le régime israélien a promis de ne construire aucune nouvelle colonie en Cisjordanie lors de la conférence sur le Moyen-Orient organisée par les Etats-Unis en novembre dernier, date à laquelle les dirigeants israéliens et palestiniens ont repris les négociations de paix et ont envisagé de conclure un accord de paix global d'ici la fin de l'année 2008.

Mais le régime israélien n'a encore suspendu aucun projet de construction à Jérusalem-Est, territoire occupé en 1967.

<http://www1.irna.ir/fr/news/view/line-95/0808114690104637.htm>

Des groupes de colons attendent l'invasion de Gaza

On s'attend par ailleurs à ce que des groupes de colons israéliens annoncent ce mardi leur intention de réoccuper des colonies unilatéralement évacuée en 2005 par Israël dans la bande de Gaza.

Boaz Haetzni, un des chefs du mouvement Homesh, un groupe de colons, a indiqué au journal israélien Haaretz que les colons prévoient d'emboîter le pas aux militaires israéliens dans Gaza à l'occasion de la prochaine invasion importante.

Haetzni a indiqué à Haaretz que dès que les forces israéliennes pénétreront à nouveau dans la bande de Gaza, « et dans notre esprit la 'grande opération' n'est qu'une question de temps, nous les y suivrons. Nous ne demanderons aucune permission à quiconque. Les groupes [de colons] seront prêts, et ce soir nous lançons une pétition pour eux. »

5 août 2008 - Ma'an News Agency -

<http://www.maannews.net/en/index.ph...>

[Traduction : Info-Palestine.net] http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=4863

2-13 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

26 prisonnières dont 3 mineures de plus en 2008

Le ministère palestinien chargé des prisonniers a déclaré que les autorités de l'occupation ont intensifié leur politique répressive envers les femmes, arrêtant depuis le début de l'année 26 citoyennes palestiniennes, la plupart de la province de Nablus (10), puis Bethlehém (4), Al-Khalil (4), Ramallah (4), Jénine (3) et al-Quds (1). Les mineures sont [Salwa Salah](#) (17 ans), [Sara Sayuri](#) (16 ans) et [Afaf Batikh](#) (17 ans), les deux premières en détention administrative.

Rappelons que 6 femmes sont des détenues administratives : [Noura Hashlamon](#) (détention renouvelée 7 fois), [Su'ad Shuyukhi](#) (détention renouvelée 3 fois), [Muna Qa'dan](#) (renouvelée 3 fois), [Haniye Abu Shamle](#) ainsi que Salwa Salah et Sara Sayuri. Trois femmes sont en isolement : [Amne Mouna](#) (al-Quds), [Abir Amrou](#) (al-Khalil) et [Mariam Tarabin](#) (Tabaraya, Palestine 48).

Campagne de l'appareil sécuritaire israélien contre la libération des prisonniers

La shakab, appareil de renseignements de l'Etat sioniste, mène une campagne contre la libération des prisonniers palestiniens arguant que ceux qui ont déjà été libérés ont repris leurs activités militantes. Pour cet appareil qui a légalisé la pratique de la torture des prisonniers, la libération des prisonniers ne fera qu'accroître la lutte contre l'occupation, étant donné que les prisonniers ont appris, dans les geôles israéliennes, comment développer leurs capacités combattives. Cependant, la shakab ne veut pas avouer que les mauvais traitements et les tortures pratiquées à l'encontre des prisonniers palestiniens ont détruit la santé de centaines d'entre eux, qui sont décédés quelques mois ou années après leur libération.

Saïd Atabeh : 32 ans de détention pour le doyen des prisonniers palestiniens et arabes dans les prisons de l'occupation

« En tant que prisonniers, nous puisons notre résistance et notre détermination dans la résistance et des actes héroïques de notre peuple, dont nous continuerons à porter le flambeau jusqu'à arracher la liberté de la Palestine et des prisonniers ». C'est par ces mots que le plus ancien prisonnier palestinien, [Saïd Atabeh](#), détenu depuis le 29 juillet 1977, entame sa 32^{ème} de détention, battant tous les records de détention dans le monde.

Pourquoi la communauté internationale, qui a lancé une campagne pour la libération de Mandela, ne lance-t-elle pas une campagne exigeant la libération de Saïd Atabeh ?

Est-ce parce que le geôlier est israélien, ami des USA et de l'Europe ?? et que Saïd Atabeh est Palestinien ?

http://www.alterinfo.net/Prisonniers-palestiniens-et-arabes-dans-les-prisons-de-l-occupation-sioniste_a22419.html?PHPSESSID=92ba28e9880387f260f0f7fb8e6d0363

Israël libère des responsables du Hamas en Cisjordanie

[Israël](#) a libéré deux responsables du Hamas arrêtés lors d'une opération de sécurité il y a deux ans en Cisjordanie après l'enlèvement d'un soldat israélien, annoncent leurs familles.

Abli Yaich, maire de Naplouse appartenant au Hamas, et Issa al Dja'abari, représentant du Hamas à Hébron, sont rentrés chez eux après avoir quitté le centre de détention israélien d'Ofar, ont précisé les familles.

Celles-ci ont dit avoir versé des cautions de 25.000 shekels (7.020 dollars) pour Yaich et de 7.000 shekels pour Dja'abari.

Les autorités israéliennes n'ont fait aucun commentaire.

Israël et le Hamas négocient, avec le concours de médiateurs égyptiens, la libération de Gilad Shalit, soldat que l'on croit détenu dans la bande de Gaza par des éléments du Hamas.

En échange de Shalit, le mouvement islamiste réclame la remise en liberté de tous ses représentants emprisonnés et de centaines d'autres détenus.

Dimanche dernier, Israël a libéré un autre responsable en vue du Hamas, Omar Abdel Razek, qui était ministre des Finances lors de son arrestation en juin 2006. Un tribunal militaire l'avait condamné pour appartenance à un mouvement terroriste.

Un homme d'affaires de Naplouse, Ziad Anataoui, a aussi retrouvé la liberté mercredi après deux semaines de détention, a indiqué sa famille.

Anataoui était au nombre de 14 gérants d'un centre commercial de la ville que l'Etat juif a accusés de liens avec les collectes de fonds du Hamas. Les gérants rejettent l'accusation.

Reuters - 6 août

Le modèle de Guantanamo pour les enfants palestiniens prisonniers

Alors que les voix libres dans le monde dénoncent le sort réservé aux prisonniers détenus dans la sinistre prison américaine de Guantanamo, les autorités israéliennes s'inspirent plutôt de ce modèle : elles veulent imposer la tenue orange pour les enfants prisonniers, tenue qui évoque l'humiliation extrême de tout être humain. Déjà, sans même imposer la tenue de l'humiliation, les autorités carcérales avaient utilisé tous les moyens pour humilier et détruire le moral des prisonniers, enfants ou adultes, femmes ou hommes. Mais la tenue vestimentaire est un plus, significatif de la monstruosité de l'occupation et des soi-disant défenseurs des droits de l'homme dans le monde.

Cas d'empoisonnement dans la prison d'Ofer

Nadi al-Asir fait état de plusieurs cas d'empoisonnement dans la prison d'Ofer, suite à la visite entreprise par l'avocat de cette association. Une dizaine de prisonniers ont été subitement pris de nausées et ont été transportés à l'hôpital militaire de la prison de Ramleh. Par ailleurs, une attaque de l'armée a eu lieu contre la section 3 de la prison : les prisonniers ont été battus, leurs affaires détruites ou confisquées. Les prisonniers ont été attachés pendant toute une nuit : suite à cette attaque, 15 prisonniers ont été blessés et 30 autres ont été transférés vers d'autres prisons, avec interdiction des visites familiales et du droit à la cantine pendant un mois.

Prisonniers palestiniens et arabes dans les prisons de l'occupation sioniste

http://www.alterinfo.net/Prisonniers-palestiniens-et-arabes-dans-les-prisons-de-l-occupation-sioniste_a22419.html?PHPSESSID=92ba28e9880387f260f0f7fb8e6d0363

2 Les institutions et leurs satellites

6 Ue

L'Europe préoccupée par la construction des colonies

La présidence du Conseil de l'Union européenne est profondément préoccupée par la décision des autorités du régime israélien d'approuver la construction de 400 logements dans la colonie de Neve Yacov et de lancer un appel d'offres pour 286 et 130 logements dans les colonies de Beitar Illit et Har Homa.

Cette décision contribue à affaiblir la crédibilité du processus diplomatique en cours.

La présidence du Conseil de l'Union européenne rappelle que l'implantation des colonies où que ce soit dans les Territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem-Est, est illégale au regard du droit international. Les activités de colonisation préjugent du résultat des négociations sur le statut final et compromettent la viabilité d'une solution concertée.

La présidence du Conseil de l'Union européenne appelle les deux parties, Israël à respecter les engagements qu'ils ont respectivement réitérés à Annapolis au titre de la Feuille de route, et donc Israël au gel complet des activités de colonisation, y compris celles liées à la « croissance naturelle », y compris à Jérusalem-Est, et au démantèlement des colonies de peuplement sauvage créées depuis 2001.

<http://www1.irna.ir/fr/news/view/line-95/0808114690104637.htm>

2 Europe

4 UK

Des diplomates britanniques pris à partie par des colons à Hébron

Une délégation de diplomates britanniques a été prise à partie hier par des colons israéliens à Hébron, en Cisjordanie occupée, a annoncé à Londres le ministère britannique des Affaires étrangères. Cette « attaque par un petit groupe de colons » est survenue alors que les diplomates étaient dans leur voiture et « il n'y a eu aucun blessé », a indiqué le Foreign Office dans un communiqué. « La police israélienne est intervenue et (les autorités britanniques) collaborent à son enquête », a précisé le ministère. Les incidents de ce type sont assez

fréquents à Hébron, où vivent 180 00 Palestiniens et 650 colons juifs installés dans des enclaves fortifiées protégées par l'armée israélienne.

<http://www.lorientlejour.com/page.aspx?page=article&id=378707>

11-08

Le porte-parole du gouvernement britannique John Wilkes a appelé également Israël à changer sa politique sur la construction de colonies israéliennes dans les territoires palestiniens.

L'obstacle principal du processus de paix en Moyen-Orient est la construction de colonies israéliennes, a estimé M. Wilkes

<http://www1.irna.ir/fr/news/view/line-95/0808114690104637.htm>

5 Russie

La Russie appelle à la fin de la colonisation des territoires palestiniens

Le ministère russe des A.E. demande au régime sioniste de mettre un terme à la colonisation des territoires palestiniens.

Dans une déclaration publiée vendredi, le ministère appelle Israël à respecter les résolutions onusiennes et à arrêter immédiatement la construction des colonies de peuplement.

Le ministère Israélien de l'intérieur a fait état vendredi de la relance de la construction de 400 logements dans la ville de Qods.

Tandis que le ministère du logement a annoncé pour sa part l'édification de 430 nouvelles unités d'habitation en vertu de ses projets de colonisation à Bethléem et Beït ol-Moghadas.

Au mépris des résolutions onusiennes, le régime sioniste continue à implanter de nouvelles colonies de peuplement.

09 Août

http://french.tribune.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=12146&Itemid=0

5 Médias/Vidéos

VIDEOS

5-1 Gaza-assiegee-Le-monde-ne-peut-plus-attendre-Les-habitants-de-Gaza-non-plus

<http://www.alterinfo.net/Gaza-assiegee-Le-monde-ne-peut-plus-attendre-Les-habitants-de-Gaza-non-plus-a22616.html?PHPSESSID=b17827856e9accae68b27c502659c34b>

5-2 Les-Palestiniens-enregistrent-la-violence-de-l-occupation-israelienne.

http://www.alterinfo.net/Les-Palestiniens-enregistrent-la-violence-de-l-occupation-israelienne-sur-video_a22476.html

5-3 La décision Us de qualifier Al-Aqsa de terroriste est une aberration.

Le premier ministre du gouvernement d'unité nationale Ismaïl Haniyeh a affirmé son refus du projet de décision du congrès américain qui considère que plusieurs chaînes arabes dont Al-Aqsa comme étant des organisations terroristes.

Il a considéré que cette décision exprime la vanité de la direction américaine et ses tentatives de renforcer le blocus contre le peuple palestinien.

Lors de sa visite de solidarité au siège de la chaîne d'Al-Aqsa dans la ville de Gaza, Haniyeh a dit que cette décision américaine n'est pas importante, mais qu'elle représente une confirmation de l'échec du blocus, parce qu'elle essaye d'encercler la parole après avoir échoué son blocus contre la position.

Il a affirmé son refus de cette décision injuste contre la chaîne d'Al-Aqsa et d'autres chaînes arabes respectées, et il a salué le rôle de la chaîne dans son soutien donné au peuple palestinien et pour sa défense de ses droits légaux.

Haniyeh a précisé, au sujet de la décision américaine : "J'ai vu et entendu que cette décision ne peut pas casser la volonté des fonctionnaires de cette chaîne".

Mercredi 16 Juillet 2008

http://www.alterinfo.net/Haniyeh-visite-la-chaine-d-Al-Aqsa-et-affirme-que-la-decision-americaine-est-une-vanite_a21850.html

5-4 Les Palestiniens enregistrent la violence de l'occupation israélienne sur vidéo.

Un gosse israélien d'un groupe de colons d'extrême-droite dans la ville cisjordanienne d'Hébron lance une pierre dans l'escalier d'une famille palestinienne habitant près de leur colonie et crie: «Je vais vous exterminer." Un autre crache sur cette même famille.

Une autre femme colon montre sa tête à la fenêtre et lance d'une voix rageuse : "putain!"

Par Peter Beaumont

Ce sont des images choquantes. Il y a des séquences de coups de pieds, de leurs séquelles, et de l'indifférence des forces de sécurité israéliennes à ces graves violations des droits de l'homme. Il y a également des images de ces mêmes forces de sécurité humiliant les Palestiniens - et pire – commettant des exactions. Elles sont contenues dans des archives de plus en plus documentées réunies par le groupe israélien des droits de l'homme, B'Tselem, dans un remarquable projet intitulé «Shooting Back» (ndt : «Filmez-les»

Le groupe a fourni près de 100 caméras vidéo aux vulnérables communautés palestiniennes d'Hébron, du nord de la Cisjordanie et ailleurs, pour documenter et recueillir les preuves d'agressions et de comportement abusif - en grande partie des colons.

"Nous avons donné la première caméra vidéo à Hébron [Janvier 2007]," dit Diala Shamas, un chercheur de Btselem basé à Jérusalem. Mais le projet a décollé pour de bon en Janvier de cette année.

La vidéo est parfois chaotique, instable. Parfois, il n'est enregistré que le son et une paire de bottes de soldats. Mais ce qui est documenté, c'est la dure réalité est l'expérience quotidienne de l'occupation pour les familles et les communautés les plus vulnérables : cela donne une voix à ceux qui ont été sans voix pendant si longtemps. **«À l'heure actuelle, nous avons environ 100 caméras vidéo»**, ajoute-t-Shamas. "Le plus grand nombre est dans la région d'Hébron où l'on trouve les plaintes les plus fréquentes des attaques de colons. Et récemment, dans la région nord et dans le secteur proche de la construction du Mur de Séparation où il y a des manifestations."

Elle explique la raison de la mise en place du projet Shooting Back (Filmez-les).

"Le projet a débuté en réponse à la nécessité de recueillir des preuves. Nous déposons constamment des plaintes vaines en raison du manque de preuves, ou... nous ne connaissions pas le nom du colon.

"Maintenant, nous allons avec nos cassettes vidéo à la police israélienne, en les suppliant d'appuyer sur Retour et Stop.....c'est la plus grande partie de notre travail. La valeur des vidéos ne se situe pas seulement au niveau des preuves. Elles ont également eu une valeur remarquable en termes de défense et de campagne.

"*Nous avons rapidement réalisé la valeur médiatique de ces images. C'est peut-être une surestimation, mais nous avons commencé à combler le fossé entre ce qui se passe dans les territoires palestiniens occupés et ce que le public israélien peut voir.*

«Il y a une conspiration du silence qui entoure en particulier la violence des colons. Ces images sont choquantes pour les Israéliens».

Et il a y a en particulier deux vidéos tournées des Palestiniens cette année et publiées par B'Tselem, qui ont attiré une massive attention internationale et mis sous le feu des projecteurs la question des violations des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés.

La première vidéo est celle d'un groupe de quatre colons masqués de la colonie de Susya armés de ce qui ressemble à des manches de pioche que l'ont voir frapper brutalement un groupe d'agriculteurs palestiniens.

La deuxième – qui ne fait pas partie du programme Shooting Back – mais qui a été fournie à B'Tselem par une étudiante âgée de 17 ans, du village de Ni'ilin en début de mois montrait un manifestant contre la construction du Mur de Cisjordanie sur les terres de son village se faire tirer une balle de caoutchouc dans le pied par un soldat israélien alors qu'il était détenu avec les mains liées et les yeux bandés.

Le manifestant était **Ashraf Abu Rahma**, 27 ans. La vidéo a été tournée par Salam Kanaan âgée de 17 ans. Présent constamment aux manifestations dans les villages palestiniens des les collines rocheuses de la Cisjordanie, Ashraf est employé par les villages comme garde sur les terres menacées d'être saisies aux villages palestiniens pour la construction du Mur en Cisjordanie.

Il dit qu'il n'était pas au courant de ce qui lui arrivait jusqu'au moment où il a été blessé par balle dans le pied. C'est seulement quand il a vu la vidéo qu'il a compris ce qui lui était arrivé.

Arrêté au cours d'une manifestation contre le Mur de Cisjordanie le 7 Juillet à Ni'ilin, il a raconté la semaine dernière qu'il avait eu les yeux bandés presque immédiatement.

"Ils ont rassemblés les étrangers [de l'ISM - International Solidarity Movement] et m'ont mis à part ainsi qu'un autre gars.

«Ils m'ont mis dans une jeep et ont commencé à m'insulter et à me frapper en utilisant des gros mots en hébreu et en arabe. Il ne m'est pas venu à l'esprit qu'ils allaient tirer.

«Ils m'ont détenu sous le soleil pendant longtemps. Plus tard, je les ai entendus discuter de ce qu'ils allaient faire de moi.

"Je me souviens d'avoir entendu une conversation sur la façon de me tirer dessus. Ce dont je me souviens, ce sont les mots balle de caoutchouc, balle de caoutchouc ... J'avais les yeux bandés, dont j'étais seulement conscient de leur agression.

"Ce n'est que lorsque j'ai vu la vidéo de Salam que j'ai compris ce qui s'était passé. Le gars me touchait l'épaule droite avant de recevoir une balle.

"Juste avant que cela arrive, ils ont dit qu'ils allaient me frapper. Ils ont dit qu'ils allaient m'envoyer en enfer. Ils

me connaissent parce que j'ai participé à chaque protestation."

Ashraf affirme qu'ils ont continué à le maltraiter même quand il était au sol après que le coup de feu ait été tiré. *"Lorsque j'ai demandé à être soigné, ils ont dit : ce n'est rien, on va te frapper encore plus".*

Bien que l'armée israélienne affirme que le tir était une incompréhension des ordres donnés par le lieutenant-colonel sur les lieux - et que le but était seulement de "faire peur" à Ashraf, la vidéo montre qu'il est difficile de donner du crédit à cette version.

Eyad Haddad, un chercheur de terrain de B'Tselem basé à Ramallah qui a localisé la vidéo du tir de punition sur Ashraf estime que le projet a aidé à fournir des preuves cruciales pour documenter les abus.

"Ces événements se produisent souvent loin ou au milieu de la nuit, quand il n'y a pas de médias."

"Lorsque nous avons vu qu'il y avait beaucoup de violations de la part des colons et en particulier quand il y a des manifestations, nous avons voulu observer le comportement des soldats israéliens et nous avons distribué des caméras vidéo."

"Cela a un bon résultat et cela mettra fin aux violations."

Haddad dit que l'organisation essaie maintenant d'encourager les gens vivant dans les zones de confrontation à utiliser leurs propres caméras - s'ils en ont - ou leurs téléphones portables pour filmer les éventuels mauvais traitements qu'ils rencontrent.

"Nous voulons encourager une mentalité d'utilisation des caméras. C'est la seule arme des civils."

Selon **Diala Shamas**, la renommée internationale de la vidéo de colons frappant des Palestiniens à Susya et la vidéo sur Ashraf Abu Rahma signifie que le groupe a non seulement été inondé de demandes de caméras de la part des communautés palestiniennes, mais ceux qui ont déjà des caméras fournies par B'Tselem filment de plus en plus leurs expériences quotidiennes.

"Au début, nous supplions presque les gens de prendre les caméras avec eux quand ils sortaient. Ils n'en voyaient pas l'utilisation. Mais après la couverture médiatique sur l'incident de Susya... nous avons eu un afflux de demandes de nos caméras vidéo. Et ceux qui ont obtenu les caméras les utilisent bien plus souvent."

En commentant la vidéo de Ni'ilin, elle dit: "C'est l'une des plus grandes victoires parce que ce sont des soldats et non des colons. Ce n'est pas seulement une «fruit pourri», qui est, en général, la réponse que nous obtenons du porte-parole du gouvernement. Nous n'avons pas donné 100 caméras vidéo pour documenter des fruits pourris. C'était pour montrer qu'il se passe quelque chose de systématique et que cela fait partie de la structure de l'occupation."

"Dans ce cas, c'est remarquable que ce soit effectivement les soldats eux-mêmes. Ils ont en fait ouvert une enquête."

"Ils ne pouvaient pas l'ignorer."

Source : <http://www.guardian.co.uk/>

Traduction : MG pour [ISM](#)

Mardi 05 Août 2008

http://www.alterinfo.net/Les-Palestiniens-enregistrent-la-violence-de-l-occupation-israelienne-sur-video_a22476.html

Ndlr : Les vidéos doivent être ouverte par Word.

6 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

6-1 Crimes de guerre dans la bande de Gaza : Israël se bat contre les mandats d'arrêt espagnols.

A la fin du mois dernier, l'Audiencia Nacional, la Cour nationale d'Espagne (le plus haut conseil juridique espagnol), a délivré des mandats d'arrêt contre six personnalités : Binyamin Ben-Eliezer, Doron Almog, Moshé Ya'alon, Dan Halutz, Giora Eiland et Mike Herzog – en acceptant une plainte du Centre Palestinien pour les Droits de l'Homme qui laissait entendre qu'ils s'étaient rendus coupables de crimes de guerre dans la bande de Gaza au cours de l'été 2002.

Israël se bat difficilement pour renverser la décision du tribunal espagnol qui a délivré des mandats d'arrêt contre six anciens et actuels hommes politiques et hauts responsables de l'armée, a déclaré jeudi une source du bureau du Procureur général au *Jerusalem Post*.

À ce moment-là, **Ben-Eliezer** était Ministre de la Défense, **Ya'alon** était chef d'état-major des FDI, **Eiland** dirigeait le Conseil de Sécurité Nationale, **Halutz** était commandant de la FIA, **Almog** était responsable du Commandement Sud et **Herzog** était un haut responsable du Ministère de la Défense.

Les plaignants arguent que Ben-Eliezer, a supervisé personnellement l'assassinat du commandant du Hamas, Salah Shehadeh, un chef «terroriste» palestinien qui était responsable de la mort de dizaines d'Israéliens, au cours duquel 14 civils palestiniens ont trouvé la mort. Israël a ensuite présenté ses excuses pour la mort des victimes civiles.

Le Ministère des Affaires Etrangères a dit seulement que le sujet était pris en charge. **Toutefois, le Post a appris d'une source au bureau du Procureur général que des négociations entre Madrid et de**

Jérusalem étaient en cours afin d'annuler les mandats d'arrêt.

Ce n'est pas la première fois que le PCHR dépose une plainte contre de hauts commandants de l'armée israélienne, mais si la décision du tribunal n'est pas annulée, cela créera un précédent en droit international, a déclaré **Ofer Zalberg**, le co-président du YIFC (Young Israeli Forum for Cooperation), un organisme qui fait la promotion des relations entre Israël et l'Union Européenne.

Zalberg a rappelé un incident survenu en 2005 dans lequel **Almog**, qui se rendait à Londres pour recueillir des fonds pour les enfants handicapés, est resté dans son avion à l'arrivée à Londres plutôt que de risquer l'arrestation. Peu de temps après, le mandat d'arrêt britannique pour son arrestation été annulé.

"*Cette fois-ci,*" dit Zalberg, "*nous parlons de plusieurs personnes et d'une initiative très importante et grave. Cela pourrait également provoquer une pluie de poursuites judiciaires provenant de divers groupes et individus en Europe contre les différents responsables israéliens.*"

Almog a déclaré au *Post* qu'il pensait que les mandats d'arrêt émis à son encontre, en premier lieu par les tribunaux Britanniques et maintenant par les tribunaux espagnols, ne sont pas dirigés contre lui personnellement, mais contre Israël et son droit à se défendre.

"*Certains éléments ayant des motifs et des intentions très clairs utilisent ces procès comme une arme contre Israël. La lutte entre Israël et les terroristes se poursuit sur différentes scènes, et la scène juridique est seulement l'un d'entre elles*", a-t-il dit.

"*Je ne pense pas que la décision du tribunal espagnol indique qu'il y ait une crise dans les relations entre Israël et l'Union Européenne, mais il semble que ces éléments exploitent la loi dans ces pays pour agir contre l'État d'Israël.*"

Le chef du PCHR, **Raji Sorani**, se félicitant de la décision du tribunal espagnol de délivrer les mandats d'arrêt, a déclaré : "*Nous pensons que ces personnes sont des criminels et qu'ils ont commis des crimes horribles contre l'humanité. Une bombe d'une tonne a été lancée sur un quartier civil de Gaza et 15 personnes ont trouvé la mort.*"

Ksenia Svetlova :

10-08

<http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=9647&type=analyse&lesujet=Poursuites%20judiciaires>

6-2 L'armée israélienne et le Shin Bet discutent sur la conduite à tenir au sujet de la trêve à Gaza.

La trêve entre Israël et le Hamas approche son deuxième mois mais l'armée israélienne et le Shin Bet (les renseignements généraux israéliens) continuent de discuter sur la meilleure manière de gérer la situation actuelle dans la Bande de Gaza.

L'armée israélienne insiste pour poursuivre la trêve avec Gaza, cependant, selon des sources médiatiques israéliennes, le directeur du Shin Bet, Yuval Diskin, a demandé à l'armée de se tenir prête à une attaque militaire qui couvrirait la zone.

La direction de l'armée israélienne considère que la trêve a des effets positifs sur la situation dans le Néguev et les secteurs proches de la Bande de Gaza puisque au cours de ces dernières semaines, il n'y a aucune attaque par projectiles.

La direction du Shin Bet, d'un autre côté, est emballée par l'idée de lancer une attaque militaire sur la Bande de Gaza et a dit que le Hamas avait profité de la période de calme que constituait la trêve pour entraîner des éléments palestiniens. Le quotidien israélien Ma'ariv a rapporté vendredi que le Shin Bet pense que tout relâchement de la pression sur les Gazans et le Hamas constitue une diminution de la probabilité d'un accord d'échange pour le soldat israélien capturé Gilad Shalit.

Jusqu'à maintenant et pendant la durée de la trêve, quatre jeux de projectiles ont été tirés depuis Gaza, ce qui a provoqué une restriction du flux des marchandises dans la Bande. Après plusieurs jours successifs d'accalmie, les frontières ont été progressivement rouvertes, mais le niveau de marchandises transférées est toujours bien moindre que les montants de base stipulés selon l'accord de trêve.

Les Gazans se sont aussi insurgés contre l'augmentation de la présence des Israéliens en Cisjordanie, alors qu'ils appelaient à une trêve avec Gaza.

La trêve a été compliquée le 25 juillet lorsqu'une bombe placée dans une voiture a tué quatre dirigeants affiliés au Hamas et une petite fille, attentat qui a entraîné une série d'arrestations de partisans du Fatah. S'en est suivie la bataille de rues du 2 août entre la famille Hillis, affiliée au Fatah, et les forces de police du Hamas. La bataille a fait 9 morts et 107 blessés, et presque 200 membres du clan Hillis ont fui Gaza pour la Cisjordanie ; beaucoup ont été soignés dans des hôpitaux israéliens.

La complexité interne de la situation à Gaza et l'instabilité dont certains disent qu'elle résulte est la question sur laquelle l'armée israélienne et le Shin Bet semblent discuter.

Les deux côtés ont présenté leurs opinions divergentes lors de réunions politiques et de sécurité qui ont eu lieu le mois dernier, des rencontres destinées à étudier les résultats de la trêve, ses effets sur les Israéliens vivant dans le Néguev et les actions futures.

09/08/

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7XG8684dX3pn4KgTKtRcw3rOD3OY5zOvwPEVw6STHG4HVjkOHs5Tnqc4gwx4Clusm4H4t7KDS38RYgSWE%2be923uO8Aw1kATFzr4iYDNZzYOc%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7XG8684dX3pn4KgTKtRcw3rOD3OY5zOvwPEVw6STHG4HVjkOHs5Tnqc4gwx4Clusm4H4t7KDS38RYgSWE%2be923uO8Aw1kATFzr4iYDNZzYOc%3d)

6-3 Le candidat qui veut le job d'Olmert voulait autrefois « tuer 70 Palestiniens par jour »

Shaul Mofaz, l'un des principaux candidats au poste de Premier ministre israélien demandait la mort de 70 Palestiniens à l'époque où il était chef de l'armée lors du deuxième Intifada, selon un best-seller écrit par deux journalistes israéliens.

Le compte-rendu d'un exposé s'adressant en Mai 2001 aux principaux commandants de l'armée en Cisjordanie renforce l'image de faucon dont jouit Shaul Mofaz.

Il apparaît aujourd'hui comme le principal rival de la Ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, pour la direction du parti Kadima abandonnée par Ehud Olmert.

M. Mofaz devrait mettre en avant ses références en tant qu'ancien chef d'Etat-Major et Ministre de la Défense dans sa campagne pour battre Mme Livni, la plus populaire des candidats israéliens auprès de l'opinion publique pour la succession de M. Olmert comme chef du parti.

Selon le livre Boomerang, d'Ofer Shelah, journaliste au Yediot Aharonot, et Raviv Drucker, de Channel 10, M. Mofaz a convoqué une réunion des commandants de Brigades et de régiments en Cisjordanie occupée à Ammunition Hill à Jérusalem. Cela s'est déroulé au début de la période où Ariel Sharon était premier ministre quand l'Intifada battait son plein.

Le livre, qui était très critique, est basé sur de nombreux interviews avec des responsables et sur une recherche documentaire, a surtout fait du bruit lorsqu'il a été publié en 2005 en raison de son allégation que M. Sharon avait, en grande partie, démantelé les colonies juives à Gaza pour éluder la menace d'une inculpation de corruption.

Les deux journalistes disent dans le livre que, lors de la réunion de Jérusalem - "dans un acte exceptionnel" - le chef d'Etat-Major a ordonné à la personne habituellement chargée dans de telles occasions d'enregistrer les déclarations des officiers de l'armée d'arrêter le faire. Le général alors prévenu, dit le livre, sans faire de remarques sous forme de citations directes, qu'il n'y aurait plus de "messages à l'Autorité Palestinienne pour lui dire comment agir ». Au lieu de cela, les auteurs disent que M. Mofaz a présenté ce que qu'ils appellent "un prix à fixer". Les auteurs disent qu'il a dit qu'il voulait "tuer 10 Palestiniens" dans chaque brigade territoriale. Le livre continue en rapportant qu'un haut gradé a ensuite chuchoté au commandant du Commandement Central, Yitzhak Eitan, qu'il serait bien avisé de demander un tel ordre par écrit et a ajouté : "Il s'agit de 70 morts par jour".

Il a ensuite dit que le général Eitan avait convoqué le lendemain le même groupe d'officiers et "a précisé que ce qu'avait déclaré Mofaz ne devait pas être compris comme un ordre et ne devrait pas être considéré comme une directive d'action".

Mais le livre ajoute qu'un haut responsable, le commandant de brigade de la région d'Hébron, le colonel Yehuda Albek, "préférerait la version de Mofaz" à celle du Général Eitan.

Le lendemain, il a commencé une action près de Dahariya contre la police palestinienne "qui n'avait pas commis d'actes hostiles". Un policier a été tué et plusieurs ont été blessés. Quand le colonel a été sommé au quartier général du Commandement Central d'expliquer l'opération à ses supérieurs concernés, il a déclaré qu'elle correspondait aux observations faites plus tôt par le chef d'Etat-Major, affirme le livre.

Hier, le bureau de M. Mofaz n'a pas donné de réponse immédiate aux questions posées sur la version du livre.

Pendant ce temps, Benjamin Netanyahu, le chef du Likoud, a appelé à une élection immédiate, élection qu'il gagnerait selon les sondages. "Peu importe qui dirige Kadima. Ils font tous partie de la série d'échecs de ce gouvernement », a-t-il dit. M. Netanyahu pourrait y parvenir, si le vainqueur à la direction de Kadima ne parvient pas à former une coalition viable pour rester au pouvoir.

Dans ce cas, les élections pourraient avoir lieu au début de l'année prochaine - avec la possibilité que M. Olmert reste comme premier ministre intérimaire.

6 août 2008

Donald Macintyre

Source : <http://www.independent.co.uk/> Traduction : MG pour ISM

6-4 Abdallah Barghouty : les geôliers se vengent sur lui pour la libération de Samir Qintar.

L'avocat Buthayna Daqmaq, présidente de l'association Mandela, a dévoilé que le prisonnier Abdallah Barghouty, condamné à 67 perpétuités, a été gravement blessé suite à une attaque de la part des geôliers dans sa cellule dans la prison de Ascalan.

« Le jour même de la libération de Samir Qintar, alors que je suivais l'événement à la télévision, un groupe de huit geôliers de l'unité Matsada, les visages cagoulés, sont entrés dans la cellule et sans un mot, se sont précipités sur moi et ont commencé à me frapper, ils m'ont jeté à terre et ont poursuivi les coups de plus en plus fort. Ils m'ont ensuite traîné en dehors de la cellule, dans toute la section et m'ont placé dans une pièce, parmi les condamnés juifs de droit commun, pendant quatre heures ». « Lorsqu'ils m'ont ramené à la cellule, on aurait dit une scène de guerre : les geôliers ont détruit tout le contenu, ont abîmé mes vêtements et cassé la télé. » Maître Daqmaq a dénoncé cette grave violation des droits des prisonniers, et surtout des prisonniers isolés. Elle a rappelé que depuis son arrestation, le 5 mars 2003, Abdallah Barghouty subit les mesures les

plus répressives, il est transféré d'une prison à une autre, toujours en isolement et est interdit de visite familiale depuis un an.

http://www.alterinfo.net/Prisonniers-palestiniens-et-arabes-dans-les-prisons-de-l-occupation-sioniste_a22419.html?PHPSESSID=92ba28e9880387f260f0f7fb8e6d0363

6-5 Des réfugiés palestiniens refusent le retour en Iraq.

Le camp des frontières entre l'Iraq et la Syrie

Les réfugiés palestiniens assiégés dans les frontières entre l'Iraq et la Syrie, dans le camp d'Al Tanef, depuis plus de deux ans, ont refusé fortement les tentatives de l'ambassadeur de l'autorité palestinienne à Bagdad, Dalil Al Qassousse qui essaye de les faire retourner en Iraq, après qu'ils l'avaient quitté à cause des crimes d'assassinat, d'enlèvement, d'arrestation, par les milices, les forces sécuritaires iraqienne et l'armée de l'occupation américaine.

Ces réfugiés palestiniens ont fermement accusé l'autorité palestinienne d'avoir les négliger et abandonner leur question depuis des années, en l'appelant d'intervenir pour les sauver du désert meurtrier.

Les réfugiés ont affirmé au responsable médiatique du comité du secours pour les réfugiés d'Iraq qu'ils préfèrent de vivre en désert que de retourner à l'enfer d'Iraq.

Ces réfugiés palestiniens ont refusés de retourner en Iraq ou les assassinats, les arrestations et les enlèvements sont encore perpétuels, tout en critiquant les déclarations de l'ambassadeur de l'autorité qu'avait prétendu que la situation sécuritaire s'est améliorée en Iraq.

Les réfugiés palestiniens ont affirmé leur maintien à leurs droits civils et leurs propriétés en Iraq, en espérant le retrait de l'occupation de l'Iraq et de la réalisation sécuritaire sur les territoires iraqiens, en souhaitant une bonne situation et un avenir d'honneur pour l'Iraq.

Le nombre des réfugiés palestiniens dans le camp d'Al Tanef, a atteint 800 réfugiés, 1900 autres dans le camp d'Al Walid, alors que 318 autres réfugiés existent dans le camp d'Al Haoul, sous des mauvaises circonstances de dégradation sanitaire, économique et sociale.

Ils ont appelé les institutions internationales et humanitaires qui s'occupent des affaires des réfugiés au monde entier à intervenir pour les transporter dans des lieux qui garantissent leur dignité humaine, plus loin aux incendies, tourbillons, inondations, insectes, serpents et scorpions du désert.

07/08

[http://www.palestine-](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7eE0d2VBilK9DjPXGor%2bnLAZ%2bYbgaLX8M7Pky9CIZIEf1lvnvmpwSrqiNAsFrhP96js1pGLMRn80Q4p9rHKQ4sYBBdelPkIKG60ASzmSU%3d)

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7eE0d2VBilK9DjPXGor%2bnLAZ%2bYbgaLX8M7Pky9CIZIEf1lvnvmpwSrqiNAsFrhP96js1pGLMRn80Q4p9rHKQ4sYBBdelPkIKG60ASzmSU%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7eE0d2VBilK9DjPXGor%2bnLAZ%2bYbgaLX8M7Pky9CIZIEf1lvnvmpwSrqiNAsFrhP96js1pGLMRn80Q4p9rHKQ4sYBBdelPkIKG60ASzmSU%3d)

6-6 Cérémonie pour saluer les bateaux défiant le blocus israélien.

Les Palestiniens vont organiser une cérémonie pour saluer les bateaux défiant le blocus israélien, a annoncé dimanche un responsable palestinien.

Deux bateaux, en provenance de Chypre, sont attendus dans les jours prochains à Gaza, a indiqué Jamal al-Khodary, le chef du comité populaire contre le blocus.

Il a déclaré que son groupe et la Campagne internationale contre le blocus allaient organiser une cérémonie au port de pêche de Gaza.

L'initiative a été prise par le Mouvement Gaza libre, composé d'activistes des droits de l'homme, d'avocats, de journalistes et d'activistes de paix. Elle a pour objectif de défier le blocus israélien imposé à la bande de Gaza. Israël, qui contrôle la frontière maritime et aérienne de la bande de Gaza, empêche les bateaux d'entrer dans les eaux de Gaza.

11 août

Sources Xinhuanet <http://contreinfo.info/>

7 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

7-1 Point de vue de Samah Jabr : « Terrorisme » au bulldozer ? Tout dépend de qui est dessus et qui est dessous.

En l'espace d'à peine trois semaines, deux Palestiniens ont utilisé un bulldozer pour foncer sur des voitures et des passants à Jérusalem.

La première fois, Hussam Duwiyat a tué deux hommes et une femme et en a blessé beaucoup d'autres en percutant un car de banlieue rempli de passagers dans Jaffa Street, le 2 juillet. D'après les informations, Duwiyat était un résident de Jérusalem-Est arabe, et travaillait sur un chantier tout proche. Son épouse, juive, a déclaré à la presse qu'il souffrait d'une psychose provoquée par la drogue et qu'il n'appartenait à aucune organisation nationaliste ou religieuse.

Dans le second incident, Ghassan Abu Teir, 23 ans, d'Umm Toubia, au sud de Jérusalem, a repris la même scène dans le centre de Jérusalem, le 22 juillet, près de l'hôtel du Roi David où le sénateur Barack Obama était

descendu pendant sa « tournée électorale » en Israël. La déclaration d'Obama devant la conférence annuelle de l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee - lobby sioniste US) appelant à une Jérusalem unifiée a, certes, courroucé les Palestiniens et spécialement les Jérusalémites.

Pour autant, la famille d'Abu Teir a indiqué qu'il s'agissait d'un accident, qu'il avait perdu le contrôle de ses freins et qu'il avait été abattu seulement parce qu'il y avait eu une précédente attaque au bulldozer.

Les Palestiniens se souviennent du chauffeur de camion israélien qui a tué 4 travailleurs palestiniens dans la bande de Gaza, en décembre 1987.

Cet accident - et les Palestiniens, aujourd'hui encore, sont convaincus qu'il était intentionnel - a été le détonateur de la première Intifada.

O combien symbolique !

Mêmes spectaculaires, ces derniers incidents restent dérisoires en comparaison de ce qu'Israël fait avec ses bulldozers.

Chaque jour qui passe, Jérusalem-Est arabe disparaît davantage sous les bulldozers qui déblaient des terrains pour toujours plus de colonies israéliennes. Depuis la conférence d'Annapolis de novembre 2007 qui était censée relancer le processus de paix, Israël n'a fait qu'accélérer les constructions dans les colonies et spécialement à Jérusalem ; cela, malgré plus d'une centaine de réunions où les officiels israéliens et palestiniens « négociaient pour la paix ».

Les bulldozers représentent aussi des centaines de villages palestiniens rasés et des milliers de maisons démolies dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem, autant de transgressions forcées par Israël du droit international. Rien qu'en 2004, Israël a mis bas 2 243 maisons à Gaza et en Cisjordanie, laissant quelque 14 000 Palestiniens sans abri. Raser au bulldozer les maisons palestiniennes au prétexte que leur propriétaire n'avait pas de permis de construire est une pratique courante à Jérusalem.

Les bulldozers ont provoqué aussi des destructions massives sur tout le chemin du mur de séparation israélien qui serpente à travers la Palestine occupée. Leurs conducteurs israéliens les ont utilisés pour arracher des centaines de milliers d'oliviers, de citrus et autres arbres fruitiers qui représentent le gagne-pain des agriculteurs palestiniens ; pour détruire des centaines de puits et d'entrepôts agricoles ; pour défoncer des routes et en bloquer des milliers d'autres avec des blocs de béton et des monticules de terre.

Un cow-boy sur un bulldozer

Dans un récit choquant publié par *Yediot Aharonot* le 31 mai 2002, Moshe Nissim - lequel, soupçonné d'avoir perçu des pots-de-vin d'adjudicataires ou autres entrepreneurs, avait été suspendu de son poste d'inspecteur principal de la municipalité de Jérusalem -, ce Moshe Nissim, donc, raconte dans ce récit son rôle dans l'opération contre le camp de réfugiés de Jénine en avril 2002. Comment, ivre et torse nu, il s'est déchaîné aux commandes d'un monstrueux bulldozer D-9 de l'armée israélienne dans un carnage officiellement autorisé.

« *Je ne savais même pas comment se conduisait un D-9* » rappelle Nissim. « *En deux heures, ils (les soldats israéliens) m'ont montré comment avancer et aplanir un terrain. J'ai attaché le drapeau de l'équipe de foot du "Beitar" à l'arrière du bulldozer et je leur ai dit : "Eloignez-vous, laissez-moi faire". Ils savaient que je n'avais pas peur, que je ne plaisantais pas...* »

« Pendant 75 heures, sans arrêt, je n'ai fait que démolir et démolir, j'ai continué à boire du whisky pour lutter contre la fatigue. Par haut-parleur, on les prévenait qu'il fallait quitter leur maison avant que j'arrive pour l'abattre. Mais je n'ai laissé à personne la moindre chance. Je n'attendais pas. Je ne me contentais pas de donner un premier coup sur la maison et d'attendre qu'ils sortent. Non, j'enfonçais la maison d'un grand coup pour la faire tomber le plus vite possible et passer aux autres maisons. Pour en faire le plus possible. »

« *A chaque maison qui s'écroulait, j'éprouvais du plaisir car je savais que s'ils ne se souciaient pas de mourir, ils s'inquiétaient pour leurs maisons. Faire écrouler une maison, c'est comme enterrer 40 à 50 personnes pour des générations. Si je regrette une chose, c'est de ne pas avoir rasé le camp tout entier.* » (1)

Rachel Corrie : Ecrasée sous un bulldozer

Un an plus tard, en mars 2003, une militante américaine pour la paix de 23 ans, Rachel Corrie, était tuée, écrasée sous un bulldozer Caterpillar de fabrication américaine (2), alors qu'elle essayait d'empêcher l'armée israélienne de démolir la maison d'un pharmacien palestinien, Samir Nasrallah, dans la bande de Gaza. Les internationaux qui étaient avec elle affirment que le soldat israélien aux commandes du bulldozer a roulé délibérément sur Rachel deux fois, en avançant et en reculant, alors qu'elle se tenait sans arme devant la maison.

Rachel Corrie, le 16 mars 2003, interpellant le soldat israélien sur son bulldozer, quelques secondes avant d'être écrasée. (Photo ISM)

Un bulldozer politique

« Bulldozer » est aussi le nom de l'ancien Premier ministre belliqueux d'Israël, Ariel Sharon, dont la marche sur Beyrouth et le siège de la capitale libanaise a fait 20 000 morts en 1982. Une commission d'enquête israélienne a établi que Sharon, alors ministre de la Défense, était indirectement responsable du massacre dans les camps de réfugiés de Sabra et Shatila à Beyrouth.

Une décennie plus tôt, Sharon, commandant des FDI pour le secteur Sud, a ordonné de démolir aux bulldozers des centaines de maisons palestiniennes pour ouvrir un chemin direct et assez large pour les troupes israéliennes et leurs véhicules blindés lourds, afin qu'elles puissent se déplacer plus aisément dans le camp de

réfugiés de Beach à Gaza. Après avoir jeté dans la rue tout ce que possédaient les Palestiniens, les troupes de Sharon sont venues avec leurs bulldozers et ont commencé à saccager la rue, frappant et tuant quiconque osait protester. Cette rue est connue maintenant sous le nom de *Rue des Décombres*.

Rien qu'en août 1971, les soldats sous les ordres de Sharon ont détruit quelque 2 000 maisons dans la bande de Gaza, arrachant à leur foyer 16 000 personnes pour la deuxième fois de leur vie.

Une profonde injustice

Dans les deux incidents de Jérusalem avec les bulldozers, les auteurs palestiniens ont été immédiatement stoppés de plusieurs balles dans la tête, par un policier et un civil présents.

Nissim, lui, a été considéré comme le plus dévoué et le plus brave ; certainement comme le conducteur le plus destructif. Après la publication de son témoignage - et en dépit de celui-ci - l'unité à laquelle il appartenait a été citée, par le commandement militaire, à l'ordre de l'armée pour service exceptionnel. Pas étonnant de la part d'un système et d'une armée qui ont choisi un ivrogne pour cette mission de destructions !

En juin 2003, une enquête de l'armée diligentée par le bureau des juges assesseurs des Forces de défense israéliennes a conclu à la mort accidentelle de Rachel Corrie. « *Le conducteur à aucun moment n'a pu voir ou entendre Corrie* ».

Une commission israélienne a enquêté sur le massacre de Sabra et Shatila et, en février 1983, elle rendait publiques ses conclusions : Ariel Sharon était responsable du massacre. Le 14 février 1983, il était relevé de ses fonctions de ministre de la Défense, pour entrer sur la scène politique en tant que Premier ministre quelques années plus tard, comme sauveur d'Israël.

Les crimes perpétrés quotidiennement par les bulldozers restent sans suite et sont acceptés ; on peut s'en remémorer de nombreux, les Israéliens qui conduisent régulièrement sur nos maisons et nos écoles et sur le cou des Palestiniens sont toujours restés impunis. Cela ne devient du terrorisme que lorsque l'auteur est un Palestinien, ou la victime un juif !

Alors que le Shin Bet, le service de sécurité israélien, n'a pas encore conclu officiellement que les attaques de Jérusalem avaient des motivations politiques, les autorités israéliennes s'empressent de sévir contre les résidents de Jérusalem-Est : on assiste à Jérusalem à une présence massive de policiers et de citoyens en armes, les fonctionnaires expédient les procédures d'autorisation pour les mesures de répression, telles que raser la maison de la famille, expulser les familles des Palestiniens impliqués dans des attaques contre des Israéliens et retirer les cartes d'identité israéliennes à leurs proches.

Un Palestinien qui crée un incident contre les Israéliens est abattu, qualifié de terroriste et toute sa famille est punie alors qu'un soldat israélien qui tire à bout portant sur un Palestinien qui a les yeux bandés, les mains menottées et qui est désarmé, reste libre ! (3) Est-il besoin de se demander pourquoi les gens s'entretuent dans cette région ?

Les deux incidents au bulldozer faisaient suite à une précédente attaque, à Jérusalem-Ouest, où un homme armé de Jérusalem tuait 8 étudiants dans une école religieuse, en mars. Il semble que ni la dissuasion ni la répression ne soient des outils efficaces pour arrêter quelqu'un qui a décidé de sacrifier sa vie pour protester contre l'occupation. Une injustice profonde nous laisse prévoir de nouvelles attaques. Hussam et Ghassan peuvent faire des émules ; il n'existe aucune mesure de sécurité ni aucun moyen pour contrer la réaction palestinienne à l'exploitation du pouvoir par Israël, sauf à faire la paix et à reconnaître les droits nationaux et humains des Palestiniens pour ouvrir la voie à un avenir différent, un avenir qui reflète l'intégration, la tolérance et l'adaptation, et où tous les citoyens de ce territoire mettront en œuvre leurs capacités, leurs possibilités et leurs ressources, même leurs bulldozers, pour construire un

Samah Jabr

9 août

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=4876

8 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

8-1 Jeff Halper : Un Israélien à Gaza.

Briser le siège :

Depuis plus d'un an que dure le siège criminel de Gaza, la situation y est très critique.

Des militants palestiniens et internationaux, dont des Israéliens, parmi eux Jeff Halper, tentent de briser le siège par la mer. Le Free Gaza et le Liberty vont tenter d'arriver au port de Gaza, chargés de médicaments et de produits de première nécessité.

"Dans quelques jours, je vais m'embarquer sur les bateaux du mouvement "Libérez Gaza", au départ de Chypre vers Gaza. L'objectif est de briser le siège israélien sur Gaza, un siège parfaitement illégal, et qui a plongé un million et demi de Palestiniens dans une épouvantable situation : emprisonnés sur leurs propres terres, exposés à la plus extrême violence militaire, sans accès aux besoins de base, et privés des droits humains les plus fondamentaux comme de leur dignité. Ce siège viole la règle fondamentale du droit international selon laquelle il est inadmissible de nuire aux populations civiles.

Notre voyage met également en lumière les tentatives d'Israël de s'absoudre de toute responsabilité quant à ce qui se passe à Gaza. Israël prétend qu'il n'y a pas d'occupation ou que l'occupation a pris fin lors du "désengagement", ce qui est totalement faux. L'occupation est définie par le droit international comme reposant sur le contrôle total d'un territoire. Si Israël intercepte nos bateaux, il sera clair qu'il est bien une puissance occupante exerçant le contrôle effectif de Gaza. Le siège n'a non plus rien à voir avec des questions de "sécurité". A l'instar de ce qui constitue l'occupation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, où Israël assiège des villes, villages et des zones entières, le siège de Gaza est avant tout politique. Il a pour objectif d'isoler le gouvernement palestinien démocratiquement élu, et de briser sa capacité de résistance face aux tentatives israéliennes d'imposer un régime d'apartheid sur tout le pays.

C'est pourquoi un Juif israélien comme moi se sent obligé de faire partie de ce voyage pour briser ce siège. En tant qu'individu oeuvrant pour l'instauration d'une paix juste avec les Palestiniens, et qui comprend (contrairement à ce que nos politiciens nous disent) qu'ils ne sont pas nos ennemis mais plutôt un peuple voulant bénéficier de l'auto-détermination — comme nous-mêmes auparavant —, je ne peux rester sur le bord du chemin. Je ne peux plus assister passivement à la destruction d'un autre peuple opérée par mon gouvernement, pas plus que je ne peux contempler la façon dont l'occupation détruit la structure morale de mon propre pays. Rester passif, ce serait violer mon engagement en matière de droits humains, qui constituent le fondement de la religion prophétique juive comme de sa culture et sa morale, et sans lesquels Israël n'est plus juif mais devient une Sparte vide quoique puissante.

Bien sûr, Israël a des préoccupations sécuritaires légitimes, et on ne peut excuser les attaques palestiniennes contre la population civile de Sderot et ailleurs le long de la frontière avec Gaza. Au titre de la Quatrième Convention de Genève, Israël, en tant que puissance occupante, a le droit de surveiller l'entrée d'armes à Gaza sous le motif d'une "nécessité militaire immédiate". En tant que militant s'étant engagé à résister au siège de façon non-violente, je n'ai aucune objection à ce que la marine israélienne monte à bord des bateaux pour y rechercher des armes. Mais seulement cela, et rien de plus. Car Israël n'a pas le droit d'assiéger une population civile, et n'a pas non plus le droit légitime de nous empêcher d'atteindre Gaza puisque nous sommes des personnes privées navigant uniquement dans les eaux internationales et palestiniennes, et ce a fortiori lorsque Israël déclare ne plus occuper Gaza. Lorsque la marine israélienne sera assurée que nous ne posons aucun problème sécuritaire, nous devrions alors être autorisés à poursuivre notre route pacifique et légitime jusqu'au port de Gaza.

Des gens ordinaires ont souvent joué un rôle essentiel dans l'histoire, et tout particulièrement dans des situations comme celle-ci, où des gouvernements esquivent la question de leur responsabilité. Si mon voyage vers Gaza est une manifestation de solidarité envers le peuple palestinien alors qu'il souffre, c'est aussi un message adressé à mes concitoyens.

En premier lieu, malgré ce que nos dirigeants politiques nous disent, il y a une solution politique à ce conflit, et il y a des partenaires pour la paix. Le simple fait que moi, un juif israélien, serai le bienvenu par les Palestiniens de Gaza en est la preuve. Ma présence à Gaza confirme aussi que toute résolution du conflit doit comprendre tous les peuples du pays, Palestiniens et Israéliens tous ensemble. En conséquence, je fais usage de la crédibilité, quelle qu'elle soit, découlant de mes actions pour en appeler à mon gouvernement afin qu'il entame à nouveau de véritables négociations de paix sur la base du "Document des Prisonniers" qui a été accepté par toutes les factions palestiniennes y compris le Hamas. Car la libération de tous les prisonniers politiques détenus par Israël, y compris les membres du gouvernement et parlementaires relevant du Hamas, et ce contre le rapatriement du soldat israélien Guilad Shalit, permettraient de changer considérablement la donne politique en apportant la preuve d'une confiance et d'une bonne volonté essentielles à tout processus de paix. En deuxième lieu, les Palestiniens ne sont pas nos ennemis. En fait, j'en appelle fortement à mes compatriotes juifs israéliens pour qu'ils se désolidarisent de la ligne politique sans issue poursuivie par nos politiciens qui ont failli, et pour qu'ils déclarent avec les acteurs de paix israéliens et palestiniens : "nous refusons d'être des ennemis". Seule une telle assertion populaire ferait comprendre à notre gouvernement que nous en avons assez d'être manipulés par tous ceux qui profitent de l'occupation.

En troisième lieu, en notre qualité de partie la plus forte dans ce conflit et en tant que seule puissance occupante, nous les Israéliens devons admettre notre responsabilité quant au fiasco découlant de notre politique d'oppression. Il n'y a que nous qui puissions mettre fin à ce conflit.

Dans sa conception israélienne, le sionisme était supposé permettre aux juifs de contrôler à nouveau leur destinée. Ne nous laissons pas rester otages de politiciens qui menacent le futur de notre société. Rejoignez-nous pour mettre fin au siège de Gaza, et avec elle la fin de l'occupation au grand complet. Nous, les peuples israélien et palestinien, disons à nos dirigeants : nous exigeons une paix juste et durable dans cette Terre sainte torturée."

Jeff Halper

<http://www.france-palestine.org/article9552.html>

8-2 Hamas : Les sécuritaires d'Abbas et les forces de l'occupation ont perpétré dix assassinats contre Al Qassam.

Gaza- CPI

Un Rapport mensuel publié par le Hamas a montré que les services sécuritaires du président Abbas, ont coopéré avec les forces armées de l'occupation, arrêtant ensemble plus de 556 citoyens palestiniens, dans la Cisjordanie, seulement en mai passé.

Dans son rapport du dimanche 3/8, le Hamas a dit que les forces armées sionistes ont continué leur guerre ouverte contre les palestiniens, par leur campagne d'assassinat, d'arrestation, confiscation des terres, dévastation des maisons et colonisation permanente.

Il a montré que le bilan criminel a enregistré l'assassinat de 8 martyrs dont 5 martyrs étaient des brigades d'Al Qassam, 280 citoyens de diverses villes de la Cisjordanie, ont été enlevés durant 146 incursions exécutées par les troupes de l'armée occupante, alors que 23 citoyens ont trouvé leur mort à cause du blocus injuste imposé sévèrement contre les citoyens de Gaza.

Ce rapport mensuel a montré que les coopérations sécuritaires entre les sécuritaires d'Abbas et les services de renseignements sionistes persistent fortement, tout en soulignant que les milices d'Abbas ont perpétré des campagnes d'arrestations contre les partisans du Hamas, enlevant 276 citoyens en Cisjordanie, notamment le dirigeant du Hamas Dr. Mohamed Ghazzal, ainsi que d'autres de ses leaders.

" Des intellectuels, des oulémas, des écrivains, des académiciens, des journalistes et des professeurs, ont été kidnappés, en Cisjordanie par les sécuritaires de l'autorité, présidée par Abbas, en tentant de frapper la volonté libre des palestiniens et faire face aux agendas patriotiques de la résistance nationale", a rapporté le Hamas dans son rapport mensuel.

" Le bureau de l'Ouléma Al Cheikh Hamad Al Bitawi, a été également sauvagement fouillé, par les comploteurs avec l'occupation, allié aux services sécuritaires d'Abbas.

D'une autre part, le rapport a révélé que les milices de l'autorité palestinienne ont perpétré plusieurs campagnes de collaboration avec les forces armées sionistes, en arrêtant des résistants, également la coopération entre les deux côtés qu'avait mené à l'assassinat du dirigeant du Hamas, Chehab Eddine Al Netchah, rien pour renforcer les agendas israélo-américains sous le contrôle du général américain Keith Dayton.

Ce même rapport a fortement condamné le crime d'assassinat contre les citoyens en excursion sur la plage de Gaza, ou six palestiniens dont cinq des brigades d'Al Qassam et une fillette, sont tombés en martyrs, au moment où les rebelles inculpés et allié à Fatah ont tenté toujours, par leur crimes perpétré à Gaza de semer la discorde entre les citoyens Gazouis.

En outre, ce rapport a rapporté que des campagnes des coopérations sécuritaires sont perpétuelles entre les deux cotés, des libérés palestiniens des prisons sionistes, ont été arrêtés par les services d'Abbas et vice versa, en indiquant le détenu Mohamed Sobhi Al Bouhiessi a été enlevé par les sécuritaire d'Abbas juste de sa libération des prisons sionistes.

[04/08/2008 - 11:08]

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7URxLd%2boDdB4PrR1hrcefZiBfpPAOAYZjwyo nYhBOvaHltiqNTbGt59pK1jilixpCFanrYtpgWmHs27t%2fC1le7Vx0rVj0Rty5y%2bpPSzvxqwk%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7URxLd%2boDdB4PrR1hrcefZiBfpPAOAYZjwyo nYhBOvaHltiqNTbGt59pK1jilixpCFanrYtpgWmHs27t%2fC1le7Vx0rVj0Rty5y%2bpPSzvxqwk%3d)

8-3 Le lieutenant-colonel Omri Borberg aurait été démis pour avoir ordonné de tirer sur un Palestinien menotté.

Un officier israélien qui avait ordonné à un garde-frontière de tirer à bout portant une balle caoutchoutée sur un Palestinien menotté a été démis de ses fonctions, mais il n'encourra pas de peine de prison, a-t-on appris mercredi de source militaire.

Le lieutenant-colonel Omri Borberg sera uniquement poursuivi pour "conduite non conforme aux normes de l'armée", un chef d'accusation mineur qui n'entraîne ni peine de prison ni inscription au casier judiciaire, selon un accord entre ses avocats et la justice militaire.

En vertu de cet accord, qui doit encore être entériné par le chef d'état-major, l'officier ne pourra plus avoir de poste de commandement, sans pour autant être expulsé formellement de l'armée.

L'association israélienne de défense des droits de l'Homme B'Tselem a qualifié cet arrangement avec le bureau du procureur militaire de "honteux", dans un communiqué public.

"Une armée qui considère qu'un tir à bout portant sur un homme menotté est uniquement +non conforme aux normes+ méprise les principes qu'elle prétend être siens", affirme B'Tselem.

L'ONG exige en outre l'ouverture d'une enquête criminelle contre le colonel responsable de tout le secteur, qu'elle accuse d'avoir couvert l'affaire.

Dans des images vidéo filmées le 7 juillet par un villageois de la localité de Nilin, à l'ouest de Ramallah (Cisjordanie), on voit le soldat tirer sur la jambe d'un manifestant arrêté, menotté et les yeux bandés, alors que lieutenant-colonel le tenait par le bras.

Le manifestant, Ashraf Abou Rahma, 27 ans, avait été légèrement blessé à la jambe et soigné sur place.

C'est seulement après le dépôt d'une plainte par B'Tselem et la diffusion de la cassette vidéo par les télévisions palestinienne et israélienne que l'armée avait annoncé l'ouverture d'une enquête.

La bavure s'était produite dans Nilin, où l'armée avait imposé un couvre-feu après des manifestations ponctuées de jets de pierres contre la construction par Israël d'une barrière séparant le village de 250 hectares de ses terres.

Depuis lors, un enfant palestinien de 12 ans et un jeune homme de 18 ans ont été tués en bordure du village par des tirs de garde-frontières, lors de la répression de manifestations contre la construction de la barrière. Aucun des soldats à l'origine des tirs n'est actuellement sous les verrous.

Selon le rapport publié fin juillet par une autre ONG --l'organisation israélienne de défense des droits de l'Homme Yesh Din--, dans 94% des cas l'armée israélienne n'a pas donné suite à des plaintes concernant des exactions présumées de militaires à l'encontre de Palestiniens.

Ce rapport indique que sur 1.246 dossiers ouverts entre 2000 et 2007 sur le comportement de militaires à l'encontre de Palestiniens, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, seuls 76 ont abouti à des inculpations. Israël qualifie la "barrière de sécurité" qu'il érige sur plus de 700 km en Cisjordanie, de mesure légitime et nécessaire qui a permis de limiter, selon lui, les attentats palestiniens. Les Palestiniens la qualifient de "mur de l'apartheid".

AFP / 06 août

8-4 Mofaz et Livni veulent éviter un scrutin anticipé en Israël .

Les deux candidats donnés favoris pour succéder au Premier ministre israélien Ehud Olmert à la tête du parti Kadima ont annoncé dimanche qu'ils pourraient, en cas de succès, tenter de former un gouvernement d'union nationale.

Un tel geste permettrait d'éviter l'organisation d'élections anticipées mais risquerait de nuire au processus de paix israélo-palestinien.

Le ministre des Transports, Shaul Mofaz, ancien chef d'état-major de Tsahal, a déclaré que s'il était choisi comme chef de file par Kadima lors des primaires de septembre, il formerait pour novembre un gouvernement d'union nationale.

"Israël n'a pas besoin d'élections anticipées", a-t-il affirmé lors d'un rassemblement politique près de Tel Aviv, dans des propos repris par les médias israéliens.

Olmert, soupçonné de corruption par la justice israélienne, ce qu'il dément, a annoncé mercredi qu'il quitterait ses fonctions une fois que son successeur à la tête de Kadima serait désigné.

La ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni, donnée favorite pour succéder à Olmert, a également fait part dans une interview de sa volonté de former une "coalition d'unité", terme employé en Israël pour désigner un gouvernement regroupant la gauche et la droite.

"Je pense qu'il est possible de former en Israël un gouvernement qui représente l'unité", a déclaré Livni lors d'une interview à la chaîne CNN. Elle a par ailleurs réitéré son engagement à parvenir à un accord de paix avec les Palestiniens avant la fin de l'année, comme prévu lors des pourparlers d'Annapolis en novembre 2007.

L'ancien Premier ministre Benjamin Netanyahu, chef de file du Likoud et qui pourrait à ce titre faire partie d'un gouvernement d'union, s'est montré critique envers le processus de paix et a quitté le gouvernement en 2005, en protestation contre le retrait israélien de la bande de Gaza.

Livni a reconnu qu'elle pourrait ne pas réussir à réunir les différentes facettes du paysage politique dans un gouvernement. "Cela ne dépend pas seulement de ma volonté, de mes intentions, mais aussi de la volonté de l'autre partie israélienne d'en faire autant", a-t-elle concédé.

4/8

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4871

8-5 Pénurie d'argent liquide dans la Bande de Gaza.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes faisaient lundi la queue devant les distributeurs de billets dans la Bande de Gaza, touchée par une grave pénurie de liquidités. Israël s'est engagé à transférer mardi plus de fonds vers Gaza, mais la situation illustre les nombreuses pénuries auxquelles la population du territoire palestinien est confrontée depuis le blocus imposé par l'Etat hébreu suite à la prise de pouvoir du Hamas à Gaza il y a un peu plus d'un an.

La trêve conclue entre Israël et le Hamas en juin a permis d'alléger le blocus, mais de nombreuses difficultés persistent dans la vie quotidienne pour les Gazaouis.

Le fragile cessez-le-feu a de nouveau été mis en péril lundi par un tir de roquette palestinien sur la ville israélienne de Sdérot, selon la police israélienne. Aucune victime n'était signalée, mais le ministre de la Défense Ehoud Barak a décidé de boucler la Bande de Gaza en représailles, a annoncé son cabinet.

La Bande de Gaza n'a pas de monnaie officielle et ses habitants utilisent le shekel israélien. Mais peu d'argent entre sur le territoire, et les billets de banque en circulation sont soit en très mauvais état, soit amassés et conservés par les habitants.

Lundi, les employés de banque ont repoussé des clients, et de nombreux distributeurs ne fonctionnaient pas. "J'essaie de retirer mon salaire depuis hier matin. Je n'ai pas un shekel en poche", expliquait Bassam, un fonctionnaire de 23 ans qui attendait de pouvoir retirer ses 2.000 shekels (560 dollars) devant une banque de Gaza.

Mohammed Ayyad, porte-parole des services monétaires de l'Autorité palestinienne, a indiqué que les responsables cisjordanien étaient en contact avec les banques de Gaza pour déterminer la somme d'argent

liquide dont a besoin le territoire.

Le ministère israélien de la Défense a de son côté annoncé qu'il transférerait 72 millions de shekels (20 millions de dollars) mardi à Gaza, provenant des fonds rassemblant les frais de douanes que fait payer l'Etat hébreu aux Palestiniens sur leurs importations. Ce transfert sera réalisé malgré le bouclage de la Bande de Gaza, ont précisé des responsables du ministère de la Défense

11 août

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4888

9 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

9-1 L'AP tourmente les Palestiniens pour le compte d'Israël.

Ces jours récents, l'Autorité Palestinienne soutenue par les Etats-Unis (AP) s'est honteusement attaqué à travers toute la Cisjordanie à des intellectuels palestiniens non conformistes, des journalistes, aussi bien qu'à des responsables civils et religieux.

Les agences de sécurité de l'AP ont également violemment interdit des rassemblements pacifiques organisés par le Parti pan-Islamique de Libération voulant commémorer la chute du Califat Ottoman. Les témoins sur place ont rapporté que des policiers complètement incontrôlés avaient matraqué les participants, usant de matraques en plastique.

Dans Beit Jala, les hommes de l'AP ont tabassé quatre cameramen qui filmaient des voitures de police. Et dans Hébron, un cameraman de Reuter, Yosri al Jamal, a été agressé et son appareil-photo brisé.

Les derniers actes de violence ont eu lieu sous les yeux attentifs de l'armée israélienne d'occupation, sans le consentement de laquelle l'AP pourrait difficilement fonctionner.

Dans Naplouse et les villes et villages voisins, les agents de sécurité formés par les Etats-Unis se sont attaqués à des propriétés privées, des bâtiments municipaux et des établissements publics, des maires élus, des personnes publiques, des professeurs d'université, des dirigeants étudiants et des personnalités religieuses de premier plan.

Une des personnes arrêtées était le professeur Abdul al Sattar Qassem, un écrivain et militant politique bien connu.

Ancien candidat à l'élection présidentielle, Qassem n'est affilié ni au Hamas ni à aucune autre organisation politique, mais ses écrits courageux semblent avoir été trop insupportables à une autorité « nationale » autoproclamée qui prétend représenter les espoirs palestiniens de liberté et d'indépendance.

Dans Dura, près de Hébron au sud de la Cisjordanie, les forces de sécurité de l'AP ont arrêté Awadh Rajoub, correspondant en Cisjordanie du service en langue arabe d'*al-Jazeera.net* après avoir pillé et complètement retourné son bureau de presse puis confisqué son ordinateur.

Rajoub est encore détenu au siège des services de sécurité préventive dans Hébron où il a été interrogé à propos d'un rapport qu'il avait rédigé sur le traitement des prisonniers dans les prisons et les geôles de l'AP.

Quatre autres journalistes ont également été arrêtés par la police de l'AP récemment : Muhammed Halayka et Alaa al Titi d'Hébron, Ausayd Amareneh de Bethlehém et Mustafa Sabri de Qalqilya.

Le porte-parole de l'AP a prétendu que les arrestations avaient lieu selon la loi.

Mais il est tout à fait clair que de telles prétentions sont de peu de poids ne fût-ce que parce que la « règle du droit » n'existe pas vraiment dans un état policier (sans état) dont l'existence et la survie dépendent presque totalement de la façon dont cette entité répond aux besoins, obéit aux instructions et sert les intérêts de l'occupation israélienne.

Ce sont des faits marquants dont chaque homme, femme et enfant palestiniens peut se rendre compte. Ce serait par conséquent une folie que de vouloir cacher l'évidence à un des peuples les plus politisés sur terre.

Fait intéressant, cette grave agression par l'AP contre la liberté d'expression coïncide avec l'horrible escalade des activités criminelles israéliennes et du nettoyage ethnique dans l'ensemble de la Cisjordanie.

Durant ces derniers jours, des soldats israéliens à la gâchette facile ont assassiné de sang froid deux mineurs palestiniens, dont un garçon de 10 ans qui participait à une manifestation pacifique contre des projets israéliens de voler encore plus de terre palestinienne sous le prétexte de construire le soi-disant « mur de séparation. » (Le chef de l'état-major israélien Gabi Ashkenazi a admis cette semaine que l'itinéraire du mur a été décidé selon des considérations politiques plutôt qu'en fonction de critères de sécurité comme les officiels israéliens l'avaient prétendu.)

De même, Israël a démoli des maisons arabes dont un bâtiment à plusieurs étages dans Jérusalem-est tandis qu'à été donné libre cours aux colons juifs, comparables à des nazis, pour voler la propriété arabe, terroriser et attaquer avec férocité les enfants palestiniens dans les collines au sud d'Hébron afin d'obliger leurs familles à abandonner leurs maisons.

Ainsi, comme si le nettoyage ethnique sioniste ne suffisait pas, l'AP trouve nécessaire de compléter les activités criminelles israéliennes en arrêtant, humiliant et maltraitant les patriotes palestiniens qui osent

critiquer le régime de Ramallah pour avoir compromis les intérêts nationaux palestiniens et pour s'être carrément jetés dans l'orbite de l'administration Bush qui elle-même est au doigt et à l'oeil d'Israël.

Il est vraiment difficile de donner un sens rationnel à ce qui se produit, à moins d'admettre que l'AP ne soit effectivement devenue une autre couche de l'occupation israélienne.

Ceci renforce-t-il l'immutabilité de la cause palestinienne face à l'occupation ?

Cela augmente-t-il la capacité palestinienne à libérer des mains sionistes la patrie usurpée ?

Il n'y a aucun doute qu'à la lumière de son honteux comportement à l'égard du peuple palestinien, l'AP est réellement devenue un sérieux problème affaiblissant la lutte palestinienne pour la liberté et la justice. Une situation où les Palestiniens doivent se demander si leurs enfants seront enlevés par « l'Autorité (palestinienne) » ou « les autorités (de l'occupation israélienne) » est insupportable, pour ne pas dire plus. C'est une marque honteuse que le temps soit venu où des maisons palestiniennes sont envahies dans les heures tranquilles qui précèdent l'aube par des policiers palestiniens qui viennent arrêter de jeunes militants palestiniens.

Aujourd'hui, l'AP s'est révélée comme étant un désastre moral, politique, économique et sécuritaire pour les Palestiniens et leur juste de la cause. Les Palestiniens avaient rêvé « d'une autorité libre » qui soignerait leurs blessures, soulagerait leurs peines et renforcerait leur capacité à résister [...]. Ils n'avaient jamais imaginé vivre dans un « Judenrat » dirigé par des collaborateurs qui arrêteraient, maltraiteraient, tortureraient et assassinaient même des Palestiniens afin de recevoir un certificat de bonne conduite de la part des occupants de notre pays et de leurs anges-gardiens de Washington. Par conséquent, il est primordial pour notre futur et le futur de nos enfants que cet indigne système de l'AP, où les pseudo-nationalistes, les voleurs carriéristes, les porte-manteaux, les opportunistes et les agents probablement étrangers tiennent autant les rênes, soit démantelé aussitôt que possible.

On peut aller jusque dire que la dissolution de l'AP est maintenant une condition *sine qua non* pour une lutte palestinienne victorieuse qui se libérera du sionisme.

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=4875

9-2 Khaled Amayreh : La dernière confrontation entre le Hamas et le Fatah dans la bande de Gaza a élargi le gouffre qui sépare les deux plus grands mouvements politiques palestiniens.

La "Bataille de Shijaiyeh" a fait rage pendant 48 heures dans la banlieue est de la ville de Gaza, laissant 11 morts et 110 blessés. Plusieurs bâtiments et maisons ont été complètement détruits. Des dizaines d'activistes du Fatah, dont certains seraient responsables du bombardement de la plage de Gaza le 25 Juillet, qui a tué six personnes, parmi lesquelles une petite fille de six ans, ont été arrêtés.

Des centaines de membres du clan Helis allié au Fatah ont fui en Israël après que les forces du Hamas aient envahi leur quartier.

Certains des évadés ont été tués tandis que d'autres ont été refoulés par les troupes israéliennes, pour être arrêtés par le Hamas.

La majorité des hommes du clan ont été autorisés à retourner dans leur famille après que les dirigeants du Hamas aient déclaré que leur "campagne de sécurité" ne ciblait pas une famille en particulier, mais plutôt "des criminels et des assassins" qui se cachaient dans le quartier Shijaiyeh.

Au début, le président de l'Autorité Palestinienne (AP) Mahmoud Abbas a demandé qu'Israël renvoie tous les "réfugiés" à Gaza "parce que nous ne voulons pas laisser Gaza au Hamas". Sa position a déclenché un tollé dans les rangs du Fatah en Cisjordanie, certains de ses dirigeants accusant Mahmoud Abbas de trahir ses disciples en les livrant au Hamas pour être torturés et tués. Finalement, Abbas a cédé et a demandé à Israël de permettre aux fuyards d'entrer en Cisjordanie.

Israël, qui récolte les fruits du conflit inter-palestinien qu'il a exacerbé, a d'abord incarcéré les hommes du Fatah en fuite après les avoir forcés à se déshabiller devant les caméras de télévision.

Cette conduite humiliante n'a déclenché aucune réaction de la part de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie.

Puis, le 4 août, plus de 100 membres du clan Helis ont été emmenés à Jéricho où ils ont été hébergés dans un camp de fortune à condition qu'ils restent dans les limites de la ville du désert et qu'ils ne se déplacent pas vers d'autres parties de la Cisjordanie. D'autres évadés ont été emmenés vers une prison militaire israélienne, sans aucune explication.

En Cisjordanie, l'AP dominée par le Fatah a riposté par une vague d'arrestations de personnalités orientées d'un point de vue religieux et soupçonnées de sympathie pour le Hamas. La répression a ciblé des savants religieux, des journalistes, des responsables élus de conseils municipaux et des fonctionnaires. Le Hamas a déclaré que des centaines de ses partisans avaient été arrêtés alors que les forces de sécurité de l'AP fermaient des dizaines d'institutions associées au Hamas, y compris des clubs culturels et sportifs et des centres sociaux. Le Hamas a répondu en arrêtant des dirigeants politiques du Fatah dans la Bande de Gaza, dont Zakaria Al-Agha, membre du Comité exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine, et Ibrahim Abul-Naja, un homme politique local du Fatah.

Les arrestations de dirigeants politiques du Fatah ont attiré de vives réactions, même de certains dirigeants du Hamas en Cisjordanie et à Gaza qui ont fustigé la mesure sans précédent comme "un dépassement de la ligne rouge", et se réduisant à "une imitation du comportement hors la loi du Fatah".

Les critiques ont forcé le Hamas à libérer tous les détenus politiques et à rouvrir les bureaux et institutions affiliés au Fatah précédemment fermés sur ordre de Saïd Siyam, Ministre de l'Intérieur Hamas à Gaza. À Ramallah, Abbas avait ordonné un peu plus tôt la libération des "détenus politiques" raflés par la police de l'AP la semaine dernière, bien que, au moment où nous écrivons ces lignes, beaucoup d'entre eux soient encore en garde à vue.

La défaite du Fatah dans le quartier Shijaiyeh a mis un terme à tous les espoirs que pouvait caresser le Fatah d'arracher Gaza au Hamas par la force. Le Fatah espérait que des bombardements sporadiques et des insurrections localisées génèreraient suffisamment de troubles et de chaos pour provoquer un soulèvement populaire contre le gouvernement Hamas.

Aujourd'hui, la guerre entre les deux, pour un temps au moins, se limite à des mots.

Ziyad Abou Ein, un des plus implacables ennemis du Hamas au sein du Fatah, a appelé la direction de l'Autorité palestinienne à "mettre le Hamas hors-la-loi une fois pour toutes" et à déclarer Gaza "région dissidente".

"Gaza doit être reprise par la violence, le feu et le sang", a-t-il fulminé.

Discours repris par d'autres dirigeants du Fatah, qui ont demandé le déploiement de forces arabes et internationales à Gaza ainsi que la poursuite des dirigeants du Hamas pour crimes contre l'humanité, et qui ont été tournés en ridicule dans la bande de Gaza.

Le faucon dirigeant du Hamas Mushir Al-Masri a raillé les "bruits de bottes" venant de Ramallah, traitant Abou Ein de "absurde et insensé". Un autre dirigeant du Hamas, Sami Abu Zuhri, a prévenu que le groupe militant pourrait envahir la Cisjordanie, tout comme elle a pris le contrôle de la bande de Gaza, si le Fatah le provoquait.

"Le Fatah peut s'attendre à un soulèvement contre lui s'ils continuent à réprimer le Hamas en Cisjordanie. Si les arrestations et les autres formes de répression se poursuivent, elles aboutiront à des réponses spontanées, qu'elles viennent de combattants de la résistance ou du peuple", dit Abu Zuhri.

Ni les menaces du Fatah de reprendre Gaza par la force, ni les menaces du Hamas d'envahir la Cisjordanie ne peuvent être prises au sérieux. Compte tenu des réalités sur le terrain, le Fatah ne pourrait reprendre Gaza que si l'armée israélienne réoccupait l'enclave côtière et la livrait ensuite au Président de l'AP, Abbas, auquel cas le Fatah serait perçue par les Palestiniens et les Arabes comme un entité collaborationniste vis-à-vis d'Israël et une guerre civile palestinienne s'ensuivrait.

Le Hamas et le Fatah semblent tous deux savoir qu'Israël est l'ultime vainqueur et le peuple palestinien le perdant dans ce conflit de plus en plus tribal. Malheureusement, aucun des deux groupes ne semble pour l'instant prêt à abandonner les calculs bornés qui dirigent la confrontation.

Khaled Amayreh

Traduction : MR pour [ISM](#)

09 Août 2008

http://www.alterinfo.net/Luttes-tribales_a22617.html